92213

Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

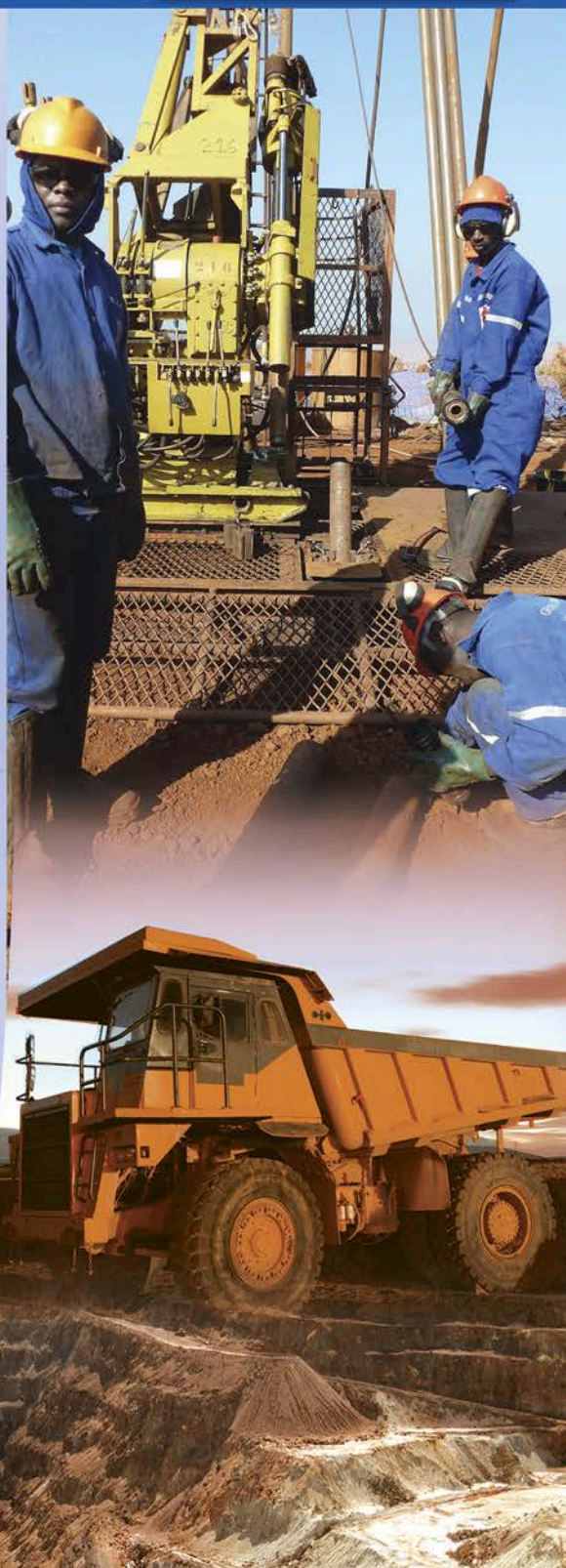
BENIN : LES ENGAGEMENTS DE LA TABLE RONDE DE PARIS

L'espoir
The World Bank Magazine - Abidjan
REGIONAL OFFICE (CÔTE D'IVOIRE - BURKINA FASO - TOGO - BÉNIN - GUINÉE)
N° 13 / Septembre - Novembre 2014 - Edition Bilingue

Interview : Kerfalla Yansané, Ministre d'Etat en charge des Mines et de la Géologie
GUINEA is ready for investment !

Mines d'Afrique / Africa's Mining

Bénédiction ou malédiction ?
Blessing or Curse?



Ebola : l'autre face de la maladie/
the other face of the desease

_SOMMAIRE

03 **EDITO**
Accélérer le rythme.
Accelerate the pace.

04 **L'ÉVÈNEMENT / FOCUS**

Benin : Table Ronde de Paris : Objectif croissance forte et inclusive
Paris Round Table : Push Benin on the path to a stronger and more inclusive growth

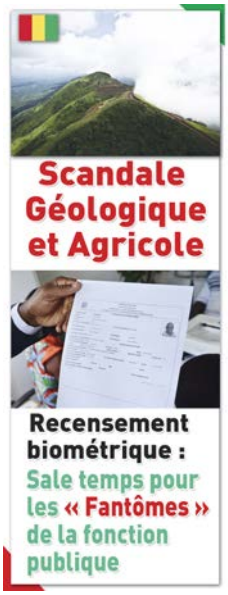
Ebola : L'autre face de la maladie
The other face of the desease

Atelier Régional sur les mines d'Afrique :
Un rendez-vous pour mutualiser les expériences
Regional Workshop on Africa's mines :
A meeting to share experiences

08 **DOSSIER**
Mines d'Afrique : Bénédiction ou malédiction ?
Africa's Mines : A blessing or a Curse ?

15 **ZOOM**
Guinée : Garder le cap/ stay the course

Lire l'interview de Kerfalla Yansané, *Ministre d'Etat en charge des Mines et de la Géologie*



27 **BANK IN ACTION**
PAPC : 7 ans après /
Lessons learned

29 **INSIDE THE BANK**

La parole est à
Guest of the day
Fatma H. Wane

L'espoir
The World Bank Magazine - Abidjan
REGIONAL OFFICE (CÔTE D'IVOIRE - BURKINA FASO - TOGO - BÉNIN - GUINÉE)

01 BP 1850 Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tel : (225) 22 40 04 00
Fax : (225) 22 40 04 61
espoirabidjan@worldbank.org

Magazine du Bureau Régional de la Banque mondiale (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Bénin, Guinée)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
PUBLISHER
Ousmane Diagana

Rédacteur en Chef
Editor in chief
Taleb Ould Sid'Ahmed

Relecture
Editing
Marie-France Anet

Comité Editorial
Editorial Board
Ousmane Diagana
Lorenzo Bertolini
Taleb Ould Sid'Ahmed
Marie-France Anet
Azedine Ouerghi

Collaboration
Sylvie Nénonene
Cheick F. Kanté
Olivier P. Fremond
Samba Ba
Magueye Dia
Brigitte Bocoum
Christian Mulamula
Lionel F. Yaro

Graphisme et Impression
Design and Printing
CREATIONS PLURIELLES

WORLD BANK GROUP
THE WORLD BANK | IFC International Finance Corporation | MIGA Multilateral Investment Guarantee Agency

Ousmane DIAGANA,
Directeur des Opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Bénin et Guinée

ACCÉLÉRER LE RYTHME.

L' IDA 16 dont le cycle (2012 - 2014) vient d' être bouclé a permis de mobiliser des financements importants pour chacun des pays de notre Département. Ses ressources ont contribué à la réalisation de programmes structurants et transformateurs, à l'instar du pôle de croissance de Bagré au Burkina Faso. Ses fonds ont été investis dans des projets sectoriels, tels que celui d'Electricité en Guinée, dont les effets d'entrainement pour toute l'économie sont inestimables, mais également dans des programmes de réforme pour le renforcement de la gouvernance au Benin par exemple ou de développement du secteur privé au Togo. Comment passer sous silence l'espoir renaissant en Côte d' Ivoire grâce aux projets divers et variés que sont le PRICI, le PEJEDEC, le PSAC ...projets entièrement financés par les ressources de l' IDA 16?

Je saisis l' occasion pour féliciter mes collègues Représentants Résidents ou Chefs de projets, experts ou assistants, leaders sectoriels ou spécialistes en communication , gestionnaires de ressources ou chercheurs, consultants ou analystes, chauffeurs et autres personnels d'appui pour le dévouement dont ils font preuve et pour leurs engagements à la cause de développement des pays dont nous avons la charge . Mes visites dans chacun de ces pays tout comme les interactions fréquentes que j'ai avec les missions sur le terrain ou avec les services centraux au siège ont fini de me convaincre de l'extraordinaire richesse de notre Institution en talents et en professionnels compétents et travailleurs.
C'est sur ce groupe de femmes et d'hommes que nous comptons nous appuyer au moment où s'ouvre le cycle nouveau: celui de l'IDA 17. Nos pays ont vu, pour la plupart, leurs enveloppes financières augmenter. C'est une preuve qu'ils enregistrent des progrès dans bien des domaines, mais c' est aussi une indication que le chemin vers le développement reste long et difficile. Il nous revient de les accompagner dans cette marche si exaltante, en accélérant le rythme.

ACCELERATE THE PACE.

IDA 16 (2012-2014) cycle has just been completed. It has mobilized significant funding for each of the countries in our unit. Its Resources have contributed to the implementation of transforming and structuring programs, notably, the growth pole of Bagré in Burkina Faso. Its funds have been invested in sector-based projects such as Electricity in Guinea, whose ripple effects for the whole economy are invaluable, but also in reform programs to strengthen governance in Benin for example or in private sector development in Togo. How to ignore the hope rebirthing in Côte d'Ivoire through the many and varied projects, notably, PRICI, PEJEDEC, PSAC ... fully funded with IDA 16 resources?
I take this opportunity to congratulate my colleagues Resident Representatives or Project Managers, Experts or Assistants, Sector Leaders and communication specialists, Resource Managers or Researchers, Consultants or Analysts, drivers and support staff for their dedication and for their commitment in favor of the development of countries we are responsible for. My visits to each of these countries as well as the frequent interactions I have had with visiting missions or central services at headquarters have finally convinced me of the extraordinary richness of our Institution in terms of talents and professionals. We wish to build on this group to support strong IDA 17 programs. Our countries have seen, for most of them, their financial allocations increase. That is the evidence that they are making progress in many areas, but it's also an indication that the path to development remains long and difficult. It is our responsibility to support them in this exciting move by accelerating the pace.

Par : Sylvie Nénonene, Olivier Fremond
et Magueye Dia

Benin

Table ronde de Paris : OBJECTIF CROISSANCE FORTE ET INCLUSIVE

Réunis au bureau du Groupe de la Banque mondiale à Paris en juin dernier, les Partenaires du Benin lui ont fait une belle surprise, avec des engagements pour financer son plan de développement.

Au-delà des attentes ! Au final, les engagements souscrits à Paris ont dépassé les attentes des organisateurs. Contre une prévision de 6,7 milliards de dollars à mobiliser, c'est un engagement total de 11,4 milliards de dollars qui a été pris. Un niveau d'engagement financier qui atteste de la qualité et de l'excellence des relations de coopération entre le Bénin et ses partenaires, et de l'intérêt que les investisseurs privés ont pour les fortes potentialités dont dispose le Bénin.

Mais des défis persistent, d'où la nécessité de poursuivre les réformes. La Table Ronde s'est tenue dans un contexte assez particulier. Le Bénin jouit d'une situation macroéconomique qui s'améliore, avec une croissance estimée à 5,5% en 2014, un déficit budgétaire d'un niveau acceptable, une dette souveraine en-dessous de 30% du PIB, et le pays satisfait aux critères de convergence de l'UEMOA. Cependant, la situation socio-politique reste assez tendue et le pays fait face à des défis internes importants sur le plan de la gouvernance, avec des tensions récurrentes avec le secteur privé local.

Les partenaires du Bénin ont donc souligné la nécessité de poursuivre et de conduire à terme les réformes structurelles engagées par le Gouvernement beninois dont le Président, Boni YAYI s'est fortement engagé à renforcer la gouvernance économique à travers des réformes de l'environnement des affaires, la chaîne des dépenses publiques, la consolidation de la stabilité macroéconomique, etc.

La Banque mondiale qui a apporté son appui à l'organisation de cette Table Ronde s'est réjouie de la volonté affichée des autorités béninoises à positionner le pays sur une trajectoire de prospérité partagée et de développement durable. Le Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique, Makhtar Diop, a félicité les autorités béninoises pour les projets spécifiques et les choix clairs présentés à la Table Ronde et les a *« exhorté à poursuivre les réformes nécessaires à l'amélioration du climat des affaires et à la mise en place d'un cadre propice aux Partenariats Publics Privés ».*

Un programme ambitieux, des objectifs précis. En organisant la Table Ronde de Paris, l'objectif du gouvernement béninois était de mobiliser les financements publics et privés nécessaires pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) et mettre le Bénin sur la voie de l'émergence. Plus spécifiquement, il était question de (i) mobiliser les partenaires pour soutenir les efforts de réduction de la pauvreté et réaliser une prospérité partagée ; (ii) promouvoir les atouts économiques du pays pour attirer des investissements ; et (iii) mobiliser la diaspora béninoise pour sa participation plus active au développement du pays.

Le Bénin jouit d'une situation macroéconomique qui s'améliore. Cependant, la situation socio-politique reste assez tendue.

Des projets structurants pour une économie plus forte et plus compétitive. Il s'agit notamment de 5 projets phares de partenariats publics-privés pour le développement des infrastructures de transport (rails, port minéralier, aéroport, et ports secs) et d'énergie électrique, le développement des aménagements hydroagricoles, la construction d'un hôpital de référence, et le développement du tourisme. Il est également question de plusieurs projets publics pour le développement de l'agriculture (mécanisation et promotion des filières), la modernisation des principaux marchés des communes, le développement des infrastructures (scolaires, universitaires, sanitaires, routières, énergie, eau, etc.), et l'adaptation aux changements climatiques.

Le Président Boni YAYI et Makhtar Diop, Vice-Président de la Banque mondiale pour la région Afrique à Paris le 19 Juin 2014

Benin
Paris Round Table :
PUSH BENIN ON THE PATH TO A STRONGER AND MORE INCLUSIVE GROWTH

Beyond expectations! Finally, the commitments made in Paris went beyond the expectations of the organizers. Against a forecast of $ 6.7 billion to be mobilized, a total commitment of $ 11.4 billion was recorded. This level of financial commitment attests to the quality and excellence of cooperation between Benin and its partners, and the interest of private investors in high potentialities available in Benin.

But challenges remain, hence the need for further reforms. The Round Table was held in a rather particular context. Benin is experiencing a macroeconomic situation that is improving, with an estimated 5.5% growth in 2014, a budget deficit at an acceptable level, a sovereign debt below 30% of GDP, and the country meets the convergence criteria of the WAEMU. However, the socio-political situation remains tense and the country faces significant internal challenges in terms of governance, with recurrent tensions with the local private sector.

Benin is experiencing a macroeconomic situation that is improving. However, the socio-political situation remains tense

Benin's Partners therefore, stressed the need to continue to their conclusion the structural reforms undertaken by the Beninese Government whose President, Boni YAYI, is strongly committed to strengthening economic governance through reforms in the business environment, public expenditure chain, and continues to consolidate macroeconomic stability, etc.

The World Bank which supported the organization of the Round Table welcomed the stated intention of Benin authorities to position the country on a path to shared prosperity and sustainable development. World Bank Vice-President for Africa, Makhtar Diop congratulated the Beninese authorities for specific projects and clear choices presented at the Round Table and "urged them to pursue the necessary reforms to improve the business climate and the establishment of a favorable framework for Public Private Partnerships".

In Organizing the Roundtable in Paris, the objective of Benin government was to mobilize public and private funding necessary to pursue the implementation of the Growth Strategy for Poverty Reduction (CPRS) and contribute to Benin emergence. More specifically, it was about (i) mobilizing partners to support efforts to reduce poverty and achieve shared prosperity; (ii) promoting the country's economic assets to attract investment; and (iii) mobilizing Beninese Diaspora for a more active participation in the country's development.

Structuring projects for a stronger and more competitive economy. These include 5 flagship projects of public-private partnerships for the development of transport infrastructure (rail, ore port, airport, and dry ports), power and irrigation development, construction of a reference hospital, and tourism development. There are also several public projects for the development of agriculture (mechanization and sector promotion), modernization of Communes main markets, infrastructure development (schools, universities, health, roads, energy, water, etc.), and adaptation to climate change.

Mission accomplished: Donors renew their commitments, the private sector totally approves and the Diaspora is positive to the request - It can be said that Benin has reached its goal regarding the Round Table. Donors have renewed their commitment to support the country socio-economic development; they welcomed the authorities' willingness to create a new inclusive and job-creating growth dynamic. The domestic private sector as well as the international sector mobilized for the Investor Forum (Day 2 of the Round Table) have also pledged to support projects under public-private partnerships. Finally, the Beninese Diaspora welcomed the Covenant Development proposed by the government to involve outside Benin in efforts to mobilize resources to finance development projects.

Par/by : Samba Ba & Taleb Ould Sid'Ahmed

Ebola : L'autre face de la maladie / The other side of the disease

Au-delà de sa caractéristique de crise sanitaire, l'épidémie d'Ebola qui sévit depuis plusieurs mois en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée, est en passe de devenir une crise économique et sociale aux conséquences imprévisibles. Pour ce qui est de la Guinée, pays qui a enregistré la première victime du virus en Décembre 2013 (le patient zéro, un nourrisson de 2 ans, en région forestière), les estimations en termes d'impacts sur la croissance économique révèlent une perte d'un à deux points de pourcentages du taux de croissance du PIB réel, initialement projeté à 4,5% en 2014. Il est fort à craindre que les gains obtenus en matière de maîtrise de l'inflation en Guinée s'effritent et qu'il y ait une hausse des prix des produits agricoles, le riz en particulier et l'exacerbation de l'insécurité alimentaire. En effet, l'épidémie a induit des perturbations et interruptions d'activités agricoles dans les zones affectées. Le commerce transfrontalier, avec la fermeture des frontières de la plupart des pays limitrophes non-affectés, contribue à la pression inflationniste mais également à la baisse de revenus des populations qui le pratiquent.

Psychose. L'arrêt de la desserte de la Guinée par la quasi-totalité des compagnies aériennes ainsi que le départ du personnel international de la plupart des entreprises étrangères, dans le secteur des mines et de l'industrie, portent un coup dur à l'emploi, aux recettes fiscales de l'Etat, au tourisme et à l'investissement privé. Les grands équilibres macroéconomiques que le gouvernement guinéen s'efforce de maintenir depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE pour passer à un autre palier de croissance réductrice de pauvreté se trouvent grandement menacés. La crise pourrait faire basculer certaines personnes sous la trappe de la pauvreté. La réorientation des priorités du gouvernement pour faire face à cette épidémie réduira les efforts de réduction de la pauvreté tels qu'envisagés initialement. Conscient de tous ces risques qui pèsent sur une région déjà fragilisée par des années d'instabilité politique, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé le 5 Août dernier 200 millions de dollars USD en soutien à une réponse régionale et ciblée pour l'ensemble des pays touchés. Quid des pays encore épargnés par l'épidémie ? Depuis le 10 août 2014, la Côte d'Ivoire a certes renforcé son dispositif de prévention, y compris les restrictions sur les déplacements terrestres et aériens avec ses voisins touchés, mais les autorités estiment que le pays devraient pouvoir accéder à une partie des financements mobilisés par la communauté internationale pour parer à toute éventualité, d'autant que l'efficacité des mesures prises dès l'apparition des premiers cas en Guinée, permettent au pays d'être encore épargné. C'est le prix à payer, même si les experts de la CEDEAO réunis depuis le 27 août au Ghana préconisent « la réouverture des frontières et un meilleur contrôle sanitaire », de quoi rassurer les investisseurs et redonner du baume au cœur aux transporteurs et commerçants transfrontaliers, qui ne cessent de se ronger les pouces.

La bataille ultime : Que le virus ne devienne hors de contrôle/
The final battle, preventing the virus to get out of control

Beyond being a health crisis, the Ebola epidemic that has been raging for several months in West Africa, noticeably Guinea, is poised to become an economic and social crisis with unpredictable consequences. In the case of Guinea which recorded the first victim of the virus in December 2013 (Patient Zero, a two years old infant in the Forest Region), the estimates in terms of impacts on economic growth show a loss of one to two percentage points in the real GDP growth rate, initially projected to 4.5% in 2014. There is a high risk that the gains in the control of inflation in Guinea crumble and that there could be an increase in prices of agricultural products, particularly rice and also the exacerbation of food insecurity. Indeed, the epidemic has induced disturbances and interruptions in agricultural activities in the affected areas. Cross-border trading with the closure of the borders of most unaffected neighboring countries contributes to the inflationary pressure but also to lower income in the population who practice it.

Collective fear. Virtually all airlines stopping their service to Guinea and the departure of international staff of most foreign companies in the mining and industrial sectors represent a strong hit on employment, tax revenue, tourism and private investment. The major macroeconomic balances that the Guinean government tries to maintain since the completion of the HIPC initiative, in order to move to another level of poverty-reducing growth, are greatly threatened. The crisis could push some people in the poverty trap. Reorientation of government priorities to deal with this epidemic will reduce efforts to alleviate poverty as initially envisaged. Aware of all these risks to a region already weakened by years of political instability, the World Bank Group mobilized 200 million USD on August 5th to support regional and targeted response for all affected countries. What about countries currently spared by the epidemic?

Since August 10, 2014, Côte d'Ivoire has indeed strengthened its prevention system, including restrictions on land and air travel with its affected neighbors, but officials believe the country should have access to a portion of the funds mobilized by the international community to prepare for the unexpected, especially considering the fact that the effectiveness of measures taken since the first cases in Guinea, enable the country to still be spared. That is the price to pay, even if experts from ECOWAS gathered since August 27 in Ghana urge "the reopening of borders and better health control" to reassure investors and restore hope in cross border carriers and traders who are getting tired of the situation.

Par : Brigitte Bocoum

UN RENDEZ-VOUS POUR MUTUALISER LES EXPÉRIENCES

Ce sont plus de 200 participants venus de 19 pays africains disposant de ressources minières qui ont répondu à l'appel des autorités ivoiriennes du 24 au 27 Juin dernier. L'initiative était appuyée par l'Union Economique et Monétaire Ouest AfricainE (UEMOA), et le ministère australien du Commerce et des Affaires étrangères, coordonnée et financée par la Banque mondiale, notamment le Département Hydrocarbures et Mines et ses responsables. Intervention remarquée, celle du Premier Ministre ivoirien Daniel Kablan Duncan qui, chiffre à l'appui, a estimé que le secteur minier devait être la seconde mamelle de l'économie ivoirienne qui reste pour l'instant dépendante du secteur agricole (22% du PIB), loin devant les mines (1%).

Le deuxième temps fort de ce forum a été consacré aux meilleures pratiques juridiques et fiscales dans le secteur minier qui a engendré un engouement total des participants et a permis d'aborder des sujets à controverses, particulièrement dans le milieu de la sous-traitance qui met très souvent sur les bancs de touche les compagnies minières. Avec 57 membres, le Groupement des professionnels miniers ivoiriens (GPMCI) et l'Alliance ivoirienne des fournisseurs miniers (AIFM) tablent par exemple sur les avantages que devrait procurer la nouvelle législation minière pour favoriser un partage des avantages liés aux marchés locaux.

En effet, parmi les initiatives présentées au forum d'Abidjan, le projet d'Appui à l'approvisionnement local des biens et services par l'industrie minière opérant en Afrique de l'Ouest (ALMAO) financé par la Banque mondiale. Son périmètre d'action englobe le soutien à l'approvisionnement local du secteur des mines pour éviter un développement enclavé. A ce titre, les participants ont pris connaissance du tout nouveau ''Guide pratique pour accroître l'approvisionnement local dans le secteur minier en Afrique de l'Ouest'' publié par la Banque mondiale. D'autres initiatives ont été citées, comme celle en cours au Sahel où la Banque mondiale a récemment débloqué 100 millions de dollars (50 milliards F Cfa) dans le cadre du projet « Pôle de croissance du Sahel». Ce projet vise à bâtir une économie régionale, compétitive, diversifiée, et viable au-delà de l'exploitation minière et la cartographie d'Afrique, un projet d'envergure régionale émanant directement du Plan d'Action de la nouvelle vision minière pour l'Afrique pilotée par l' Union Africaine.

A MEETING TO SHARE EXPERIENCES

More than 200 participants from 19 African mining countries answered Ivorian authorities call on June 24-27.The initiative was supported by the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) and the Australian Department of Trade and Foreign Affairs, coordinated and funded by the World Bank, in particular the Oil, Gas and Mining Policy Division and its managers. Mission accomplished for both the World Bank and Côte d'Ivoire. Remarkable intervention, was that of the Ivorian Prime Minister Daniel Kablan Duncan, who, with supporting figures, said that the mining sector was to be the second driving force of the Ivorian economy, which so far remains dependent of the agricultural sector (22% of GDP), far ahead mining (1%).

The second highlight of the forum was devoted to the best legal and tax practices in the mining industry which spawned enthusiasm among the participants and allowed controversial topics to be discussed, especially in the outsourcing field that very often puts mining companies on the sidelines. With 57 members, the Association of Ivorian mining professionals (Groupement des Professionels Miniers Ivoiriens- GPMCI) and the Ivorian Alliance of mining suppliers (l'Alliance Ivoirienne des fournisseurs miniers - AIFM), expect benefits that should result from the new mining legislation to promote the sharing of benefits related to local markets.

Indeed, among the initiatives presented during the Forum in Abidjan, there is the Support Project to the local procurement of goods and services by the mining industry operating in West Africa (Appui a l'approvisonnement local des biens et services par l'industrie miniere operant en Afrique de l'Ouest - ALMAO) funded by the World Bank. Its scope of action includes support for local procurement in mining to avoid a landlocked development. As such, the participants were informed of the new 'Guide to increase local procurement in mining in West Africa' published by the World Bank. Other initiatives were cited such as the one ongoing in the Sahel where the World Bank has recently allocated $ 100 million (50 billion CFA francs) as part of the "Sahel Growth Pole" project which aims to build a regional, competitive, diversified and sustainable economy beyond the mining and mapping of Africa, a project of regional significance directly stemming from the African Union new vision on Africa mining.

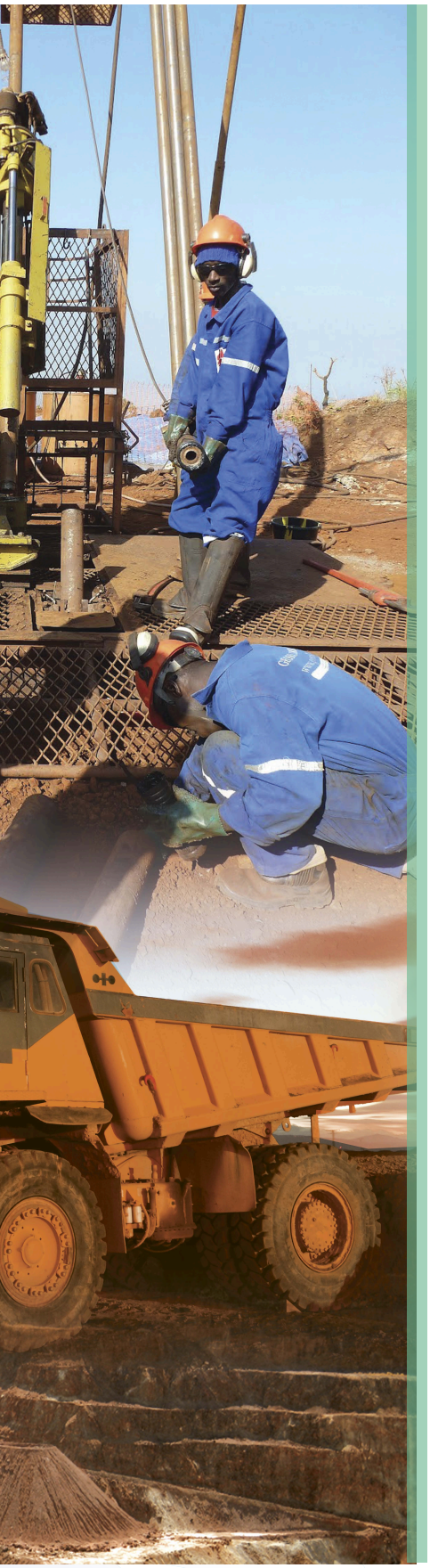
Mines d'Afrique : Bénédiction ou malédiction ?

Dossier coordonné par : Brigitte Bocoum & Cheick Fantamady Kanté
Collaboration : Taleb O. Sid'Ahmed & Samba Ba

A elle seule, l'Afrique dispose d'environ 30% des reserves minières de la planète, 10% du pétrole et 8% de gaz naturel. Selon les données les plus récentes, le secteur minier africain a de beaux jours devant lui et pourrait, en 2015, assurer 78 % de la production mondiale de platine, 60 % de cobalt et 57 % de manganèse et de diamants. Cela constitue un véritable trésor qui pourrait avoir un effet d'entrainement pour l'ensemble du continent dont la moyenne de croissance annuelle se situe à plus de 5%. Un ilot de prospérité, en apparence seulement, car la réalité est renversante. Il n'y a qu'à examiner les taux de pauvreté, qui frôlent la barre de 50%, en Guinée, Zambie, Niger, RDC, Mauritanie et la Sierra Leone pour ne citer que ceux-là, par rapport à leur potentiel minier. Ceux qui ont vu Blood Diamond (diamants du sang) du réalisateur Edward Zwick, ont maintenant une idée claire, hélas triste histoire, sur la malédiction des ressources naturelles, en particulier dans cette zone d'Afrique de l'Ouest en proie aux conflits politiques. Les moins pessimistes diront que les lignes commencent à bouger, avec une prise de conscience de plus en plus nette des Etats miniers africains, sous la pression des critiques tous azimuts, y compris dans les rangs des populations des zones exploitées. En février 2014, sur les plateaux de TV5, le Président Mahamadou Issoufou laisse éclater son dépit en disant « inadmissible » que l'exploitation de l'uranium nigérien rapporte à peine 100 millions d'euros par an, soit 5% du budget national, plaidant pour un « rééquilibrage », un deal gagnant-gagnant. Autre cas, celui de la Guinée qui représente un des plus grands potentiels miniers du monde (5ème rang mondial), mais seulement 1% de l'alumine produite dans le monde. Dans ce pays où se joue actuellement une partie de l'avenir des bonnes pratiques en matière de gestion des contrats miniers, le régime du Président Alpha Condé a signé en Mai 2014 le cadre d'investissement avec ses partenaires de Rio Tinto, Chinalco et la SFI pour la valorisation du plus grand projet intégré combinant mines de fer et infrastructures, jamais réalisé en Afrique : Simandou Sud, pour 20 milliards USD (lire Zoom sur la Guinée (P. 15 - 27). Tous les spécialistes s'accordent à dire que la Banque mondiale a joué un rôle prépondérant en appuyant dès le début des années 90 des stratégies qui ont permis, d'une part, de confier au secteur privé des investissements à haut risque que représentent l'exploration et l'exploitation ; d'autre part, en conseillant les états sur la nécessité de bien gérer l'attribution des titres miniers , y compris dans leurs aspects géologiques, politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Or force est de constater qu'en dépit de régimes fiscaux attrayants pour les investisseurs, cette dynamique n'a eu que très peu d'incidence positive sur le recul de la pauvreté, les revenus générés par le secteur étant en majorité liés aux exportations de matière brute réalisées par des sociétés étrangères, qui ne laissent qu'une infime marge aux économies locales. «Nombreux sont les experts qui ont notamment déploré le manque d'automaticité entre les revenus miniers, leur lien fiscal avec l'économie et l'investissement pour le développement national». Quid de la création des emplois dans le secteur ? Leur nombre est très limité dans la plupart des cas, ce qui explique l'explosion de l'orpaillage qui demeure le plus grand pourvoyeur, notamment en Afrique de l'Ouest, non sans créer de réels défis sur le plan environnemental, sécuritaire et migratoire. L'affaire Uranium de Faléa au Mali en 2011, la mine d'or d'Ity dans l'ouest ivoirien en 2014 ou encore les zones minières de Kamsar Boké à Fria en Guinée devraient rappeler aux principaux acteurs de l'exploitation minière, in fine, leur responsabilité face à l'impatience des populations ; celles-ci espèrent que le secteur puisse contribuer de manière durable à leur épanouissement, tout simplement.

> **«Nombreux sont les experts qui ont notamment déploré le manque d'automaticité entre les revenus miniers, leur lien fiscal avec l'économie et l'investissement pour le développement national»**

L'Afrique ne tire que très peu de son potentiel minier



Africa has a very scarce benefit from its mining potential

By itself, Africa holds about 30% of the world's mineral reserves, 10% of oil and 8% natural gas. According to the most recent data, the African mining sector has a bright future ahead and could, by 2015, ensure 78% of the world's platinum, 60% cobalt and 57% manganese and diamonds production. A real "war treasure" that could have a ripple effect for the entire continent whose average annual growth rate is more than 5%. An island of prosperity only in appearance because the reality is astounding. It's all about analyzing the poverty rate, which approaches 50% in Guinea, Zambia, Niger, DRC, Mauritania and Sierra Leone to name only a few, with regard to their mining potential. Those who watched Blood Diamond directed by Edward Zwick, now have a clear idea, unfortunately this is a sad story on the curse caused by natural resources, particularly in the West African area beset by political conflicts.

The less pessimistic will say that things have started to change with an increasing awareness of the African mining states, under pressure from widespread criticism, including from people living harvested areas. In February 2014, on a TV5 show, President Mahamadou Issoufou gives vent to his anger by deeming "unacceptable" the fact that the exploitation of Niger's uranium bring in only 100 million euros a year, 5% of the national budget, arguing for a "rebalancing", a win-win deal. Guinea which represents one of the largest mining potential of the world (5th in the world), but only 1% of the alumina produced worldwide, is another case. In this country where a part of the future of good practice in the management of mining contracts is currently ongoing, the regime of President Alpha Conde signed in May 2014 the investment framework with its partners of Rio Tinto, Chinalco and IFC to value the largest integrated project combining iron mining and infrastructure never undertaken in Africa: Simandou South for $ 20 billion (see Focus on Guinea).

Experts agree that the World Bank has played a leading role since the early 90's in supporting strategies that allowed to entrust on one hand, the private sector with high-risk investments represented by the exploration and exploitation and on the other hand, advising states on the need to manage the allocation of mining rights, including their geological, political, economic, social and environmental aspects. Now it is clear that despite attractive tax Framework offered to investors, this dynamic has had little positive impact on poverty reduction, since the revenues generated by the sector are mostly related to raw material exports by foreign companies, which leave only a small margin to local economies. Many experts have deplored the lack of automaticity between the mining incomes and their tax purposes related to the economy and investment for national development. What about job creation in the sector? Their number is very limited in most cases, which explains the explosion of gold mining, which remains the largest provider, including in West Africa, not without creating real environmental, security and migration challenges.

Many experts have deplored the lack of automaticity between the mining incomes and their tax purposes related to the economy and investment for national development.

The case of Faléa Uranium in Mali in 2011, the Ity gold mine in western Cote d'Ivoire in 2014 or the mining areas of Kamsar Boke in Fria in Guinea should eventually remind the major stakeholders in the mining exploitation of their responsibility for the impatience of the people; they hope that the sector can make a lasting contribution to their development altogether.

Mines d'Afrique : Bénédiction ou malédiction ?

Potentiel : selon les spécialistes, une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest se trouve assise sur un inestimable potentiel minier, comprenant en particulier la Guinée, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Libéria, Ghana, la bordure du Mali, Sierra Leone et Sénégal. Ce n'est donc pas étonnant que depuis la nuit des temps, cette zone fut pourvoyeuse d'or dont les grands empires de l'époque faisaient leur réputation. L'époque moderne et les technologies développées pour l'exploration et l'exploitation ont fait jaillir du sous-sol ouest africain fer, bauxite, phosphate, uranium et, dans une moindre mesure, un attrait pour le manganèse, lithium et zircon. Quelques exemples :

Côte d'Ivoire : Alors que plus d'1/3 du gisement aurifère dans les ceintures de roches vertes birimiennes du Craton Ouest-Africain (qui s'étendent du Ghana au Sénégal) dorment sous le sous-sol ivoirien, le pays n'en produit que 5% de cette gigantesque manne. Le potentiel minier de la Côte d'Ivoire est constitué d'or, de fer, de manganèse, de bauxite, de nickel, de cobalt, de diamant et de cuivre. En 2012, le secteur des Mines a contribué à hauteur de 2,3% du PIB (dont 0,7% pour l'or) et occupait environ 30 000 personnes. Les investissements pour la même année se chiffraient à plus de 103,8 milliards de F CFA. Récemment, en juillet 2014, le Ministre de l'Industrie et des Mines, Jean-Claude Brou indiquait que le potentiel minier ivoirien était évalué à 800 milliards de dollars USD, estimations sujettes à un calcul plus détaillé des réserves à travers l'accroissement de la recherche géologique sur le territoire national. Le nouveau code minier, approuvé en Juin 2014, promet déjà des retombées plus significatives des exploitations minières pour les communautés riveraines des sites d'exploitation, grâce à un prélèvement sur le chiffre d'affaires des industries minières.

Burkina Faso : Commanditée par la Banque mondiale, une étude menée en octobre 2010 par l'université de Santa Clara laisse entrevoir que le secteur minier a concentré, entre 2005 et 2011, un total 450 milliards de CFA d'investissement, en particulier dans l'or, le zinc et le manganèse. Cette étude précise qu'en 2009, les exportations d'or ont dépassé celles du coton, supplantant du coup la principale source de richesse du pays. La recherche minière a connu un boom à partir des années 2000. La production minière concerne essentiellement l'or dont l'exportation est passée de 12,5 tonnes en 2009 à plus de 30 tonnes, en moyenne depuis 2011. Alors, même si le potentiel minier du Burkina Faso, à l'instar de certains pays ouest-africains, reste peu connu, il n'en demeure pas moins que l'or est devenu le premier produit d'exportation du pays depuis 2010, qu'il pèse pour environ 12 % dans le produit intérieur brut, que les mines industrielles emploient près de 6.000 travailleurs et de nombreux contractuels.

Benin : Le niveau actuel de l'exploitation des potentialités du Benin est encore à l'état embryonnaire. Pourtant, à l'instar de ses voisins, le pays possède un fort potentiel minier composé essentiellement de l'or au Nord du pays où se situent d'importantes ceintures métallo géniques aurifères. Il est aussi indiqué plus de 500 millions de tonnes de fer qui demeurent inexploitées dans l'extrême Nord du pays et dans d'autres régions. Au Nord-Ouest, à Mékrou, un gisement de phosphates a été estimé à 5,5 millions de tonnes de réserves avec une teneur moyenne de 25.2% de P2O5. Les nouvelles mesures incitatives portent sur la procédure d'octroi des permis ; la durée de l'autorisation de prospection et des permis de recherche ; les exonérations sur les matériels, machine et équipement; le regroupement des redevances et la réduction du taux du BIC (bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles) qui est de 35 % soit trois points en dessous du taux pratiqué pour les autres activités commerciales et industrielles.

L'attrait pour les mines d'Afrique a explosé durant les 20 dernières années.

Potential : according to experts, much of West Africa is sitting on a high mineral potential, including in particular Guinea, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Liberia, Ghana, Mali edge, Sierra Leone and Senegal. It is not surprising that since the dawn of time, this area was a purveyor of gold which made the reputation of great local empires. The modern era and the technologies developed for the exploration and exploitation have emerged from the west-African basement iron, bauxite, phosphate, uranium, and to a lesser extent, an attraction for manganese, lithium and zircon. A few examples :

Côte d'Ivoire : While more than one third of the gold deposit in the Birimian greenstone belts of the West African Craton (extending from Senegal to Ghana) is sleeping under the Ivorian basement, the country produces only 5% of this huge windfall. The mineral potential of Côte d'Ivoire consists of gold, iron, manganese, bauxite, nickel, cobalt, diamonds, and copper. In 2012, the Mines sector contributed on par with 2.3% of GDP (0.7% for gold) and employed about 30,000 people. Investments for the same year totaled more than 103.8 billion CFA francs. Recently, the Minister of Industry and Mines, Jean-Claude Brou, indicated that the Ivorian mining potential was estimated at $ 800 billion USD. Such estimates can only be confirmed by a more detailed calculation of reserves through increased geological research in the country. The new mining code already promises more significant impacts to communities living around mining sites. It was decided to withhold part of the turnover of the mining industry in favor of development for local populations.

Burkina Faso : A study conducted in October of 2010, at the World Bank request, by the university of Santa Clara and the Laboratory of Citizenships lets foresee that the mining sector concentrated, between 2005 and 2011, a total of 450 billion CFA of investment, particularly in gold, zinc and manganese.This study specifies that in 2009, gold exports exceeded those of cotton, supplanting as a result the principal source of richness of the country. Mining research has known a boom as from the years 2000. The mining production essentially involves gold. From 12,5 tons of gold exported in 2009, Burkina Faso made in 2011. Then, even if the mining potential of Burkina Faso, following the example of certain west African countries, remains little known, gold has become the country's first export product since 2010; it is worth approximately 12 % of the gross domestic product (GDP), the industrial mines employ nearly 6.000 workers and many contractors.

Benin : The current level of the exploitation of the potentialities of Benin is still in an embryonic stage. However, following the example its neighbors, the country has a strong mining potential essentially made up of gold front the northern part of the country where significant gold-bearing metallo-genic belts are located. It is also indicated more than 500 million tons of iron which remain unexploited in the extreme north of the country and other regions. In the north-west, in Mékrou, a phosphate field was estimated at 5,5 million tons of reserves with an average content of 25.2% of P2 O5. New inciting measures are about the licensing procedure; duration of the prospection authorization and prospection license; exemptions on materials, machine and equipment; the collection of royalties and the reduction of the BIC the rate which is 35 % ethat's three points below the rate used for the other commercial and industrial activities.

Growing interests in africa's mining industry over the past 20 years

Appui du groupe de la Banque Mondiale

L'expertise technique de base pour l'appui technique aux gouvernements et au secteur privé émane respectivement de la Division Hydrocarbures et Mines de la Banque mondiale (SEGOM/GEEDR) et du Département du pétrole et du gaz de IFC (Société financière internationale). De 1988 à 2012, la Banque mondiale a fourni une aide de 1,4 milliards de dollars en appui à la réforme du secteur minier. En partie en raison de son immense potentiel minier et des taux élevés de pauvreté, l'Afrique reçoit environ 70 % des financements, soit un montant total de 246 millions de dollars, à travers huit projets et de l'assistance technique additionnelle financée par de nombreux fonds fudiciaires multi donateurs et bilatéraux.

Burkina : «PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES MINÉRAUX (ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA PÉRIODE 2012-2016, POUR UN MONTANT DE 33 MILLIONS USD»

Le MDSP soutient également le développement de plateformes de partage d'information sur les revenus miniers pour l'Administration Fiscale et sur les avantages de l'exploitation minière en général pour le public par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ITIE. D'importants programmes visant au renforcement des capacités institutionnelles sont prévus cette année pour mener à bien la conformité du secteur minier aux normes admises. Certaines des réformes dans le secteur visant à assurer un plus grand chiffre d'affaire, la transparence et la contribution au développement économique sont abordées à travers le programme Growth and Competitiveness Credit series dirigé par le PREM. Les opérations futures devraient mettre l'accent sur la présentation d'un code minier révisé au Parlement traitant des considérations fiscales et des préoccupations environnementales du gouvernement ainsi que la création d'un fonds de développement social pour accroître la contribution des sociétés minières à l'endroit des communautés locales.

Togo : PROJET DE GOUVERNANCE ET DE DÉVELOPPEMENT MINIER

Cette assistance technique en cours de préparation va passer au Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale en décembre 2014. Avec l'appui de la Banque mondiale, le Togo a su passer en un temps record de deux ans du Statut de Pays Candidat au Statut de Pays conforme à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE), devenant ainsi un modèle,

atout qui lui a permis d'occuper à présent un siège au Conseil d'Administration de l'ITIE mondiale en représentation du groupe des pays d'Afrique Francophone.

Guinée : PROJET D'APPUI À LA GOUVERNANCE DANS LE SECTEUR DES MINES (Assistance technique, 2013-2018, pour un montant de 20 millions USD).

Premier avantage, le soutien au gouvernement de la Guinée pour le développement des capacités et des systèmes nécessaires pour faciliter la négociation et la conclusion de contrats avec des sociétés privées du secteur minier, y compris des infrastructures auxiliaires de l'extraction minière. Cet appui va notamment bénéficier à la Société guinéenne du patrimoine minier (SOUGIPAMI) qui verra ses capacités techniques, juridiques et financières renforcées pour être dans une meilleure position de s'associer avec des promoteurs de projets miniers.

La négociation des contrats miniers reste un défi majeur pour les gouvernements africains
African govenements face real challenges when negociating mining contracts

The World Bank and the mining sector in Africa

Basic technical expertise for technical support to governments and the private sector respectively emanates from the World Bank Group's Oil, Gas and Mining Policy Division (SEGOM / GEEDR) and the Department of Oil and Gas of IFC (International Finance Corporation). From 1988 to 2012, the World Bank has provided a 1.4 billions of dollars assistance in support for the reform of the mining sector. Partly because of its enormous mineral potential and high levels of poverty, Africa receives about 70% of the funding, totaling $ 246 million, through eight projects and additional technical assistance funded by many multi donors and bilateral fiduciary funds.

Burkina : « MINERAL DEVELOPMENT SUPPORT PROJECT (MDSP) (USD) 33 MILLIONS TECHNICAL ASSISTANCE, 2012-2016»

The MDSP is also supporting the development of information sharing platforms on mining revenues for the Tax Office, and on mining benefits in general for the public through the EITI Secretariat. Significant institutional capacity strengthening is planned this year to drive the compliance of the mining sector with accepted standards and norms. Future operations are expected to focus on submitting a revised Mining Code to Parliament that addresses the government's fiscal considerations and environmental concerns as well as establishing a social development fund to increase the mining companies' contribution to local communities.

Togo : MINING GOVERNANCE AND DEVELOPMENT PROJECT (IN PREPARATION)

This technical assistance, still in preparation, will be submitted to the Board of Directors of the World Bank Group in December 2014. With support from the World Bank, Togo has been able reach a two years record time from the Candidate Country Status to the Compliant Country to the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), becoming a model, asset that allowed him to currently hold a seat at the Board of the world EITI representing the Francophone Africa group.

Guinea : SUPPORT PROJECT TO GOVERNANCE IN THE MINING SECTOR PROJECT (Technical Assistance, 2013-2018, for a total of USD 20 million).

The first advantage is the support offered to the Government of Guinea to develop capacities and required systems to facilitate the negotiation and conclusion of contracts with private companies in the mining sector, including supporting ancillary mining extraction infrastructures. This support is especially beneficial to state owned guinean mining compagny (SOUGIPAMI) which will see its technical, legal and financial capacities strengthened to attain a better position to go into partnership with mining projects developers.

WORLD BANK GROUP

Côte d'Ivoire

Assistance technique prévue en Mars 2015)

Prévue pour passer devant le Conseil d'administration du GBM en Mars 2015, l'Assistance technique dont le gouvernement ivoirien a déjà bénéficié dans le passé va s'accroître dans le but de permettre de renforcer la dynamique des réformes déjà enclenchées. L'objectif est d'améliorer la législation minière en introduisant des outils de promotion d'investissements efficaces, de sorte que le secteur minier, à l'image de ce qui a pu être fait dans d'autres secteurs tels que l'agriculture et l'industrie, puisse jouer un rôle moteur dans le soutien des efforts du gouvernement en matière de transparence, de bonne gouvernance et de développement national durable fondé principalement sur les ressources naturelles.

Technical assistance planned for March 2015)

Scheduled to be submitted to the Board of WBG in March 2015, the Technical Assistance from which the Ivorian government benefitted in the past will increase in order to strengthen the dynamic of the already engaged reforms .The aim is to improve the mining legislation by introducing tools to promote efficient investment, so that the mining sector, as what has been done in other sectors such as agriculture and industry, could play a leading role in supporting the efforts of the government in terms of transparency, good governance and sustainable national development based mainly on natural resources.

À PROPOS DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE)

Il s'agit d'une initiative multipartite composée de gouvernements, sociétés, groupes de la société civile, investisseurs et organisations internationales. C'est une initiative volontaire qui est mise en place par les pays dont les gouvernements l'ont ratifiée et qui promeut la transparence, la bonne gouvernance et la responsabilité dans l'utilisation des revenus issus de l'extraction pétrolière, gazière et minière dans les pays riches en ressources naturelles. Regroupant seulement 7 pays au moment de son lancement en 2004, l'initiative s'est élargie et comprend aujourd'hui 26 pays bénéficiaires des concours de l'IDA et 10 pays bénéficiaires des ressources de la BIRD ainsi qu'un pays membre de l'OCDE, la Norvège. Avant d'être acceptés comme un « pays candidat » à l'ITIE, les gouvernements doivent remplir cinq critères d'adhésion. La mise en œuvre de l'ITIE implique un éventail d'activités, mais essentiellement cela se résume à la publication par les gouvernements de ce qu'ils reçoivent des sociétés extractives et à la publication par ces dernières de ce qu'elles paient aux gouvernements. Ces chiffres sont alors rapprochés – ou non, selon le cas. Un pays est jugé « conforme » quand il a complété tout le processus de validation.
Cependant, on constate que dans de nombreux cas, des disparités subsistent entre les chiffres fournis par les régies financières et les entreprises du secteur extractif.

Lien utile : http://www.eiti.org/

ABOUT EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE (EITI)

This is a multi-stakeholder initiative comprised of governments, companies, civil society groups, investors and international organizations. It is a voluntary initiative that is implemented by countries whose governments ratified and it promotes transparency, good governance and accountability in the use of revenues from oil, gas and mining in countries rich in natural resources. It included only 7 countries at its launch in 2004 but since that time, the initiative has expanded to include 26 countries benefiting from IDA and 10 recipient countries benefiting from IBRD resources and a country member of the OECD, Norway. Before being accepted as an EITI 'candidate country', governments must meet five sign-up criteria. Implementing the EITI involves a range of activities, but in essence it boils down to governments publishing what they receive from extractive companies and the latter publishing what they pay to governments. These figures are then matched up – or not, as the case may be. A country is deemed 'compliant' once it has been assessed through the validation process.
However, we find that in many cases, disparities remain between the figures provided by the financial authorities and companies in the extractive sector.

Useful link:
http://www.eiti.org/

A TOUTE ÉPREUVE... GARDER LE CAP

Il y a environ un an, dans les colonnes du magazine « Partenariat » que dirigeait Ousmane Diagana lorsqu'il était en poste à Bamako, mon équipe et moi-même avions développé l'argument que la Guinée devrait tirer avantage de son double « scandale géologique et agricole » pour diversifier son économie, au risque de voir se développer un immense ilot de pauvreté dans un océan de richesses sous-exploitées et mal reparties. Depuis cette analyse, de nouveaux éléments sont entrés en jeux et la Guinée doit aujourd'hui faire face à un autre défi : gagner la bataille contre l'épreuve que lui impose, elle et les Etats de la sous-région, l'épidémie du virus de l'Ebola. Disons-le tout net, dans cette nouvelle bataille, la Guinée n'est pas seule et le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, vient de le prouver en ordonnant le 5 Août dernier le versement de 200 millions USD aux pays les plus touchés.

Pas plus qu'au mois de juin dernier, les administrateurs de notre institution donnaient leur feu vert pour un montant de 50 millions de dollars USD destinés à améliorer le réseau de distribution de l'électricité à Conakry. Dans quelques semaines, pour la première fois de son histoire, la Guinée disposera d'un fichier administratif avec des données biométriques des plus sécurisés, grâce à une assistance de la Banque mondiale (lire pages 24-26). A travers cette assistance, des jalons sont posés pour une amélioration de la transparence dans le système de passation des marchés. Ainsi, à l'instar des pays de l'UEMOA, l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) est créée. Simandou Sud et ses 20 milliards d'investissement ont montré qu'à travers IFC, la Guinée pouvait compter sur divers leviers d'appui du Groupe de la Banque mondiale. Nos amis du FMI, qui ont récemment achevé la quatrième revue du programme de la Guinée soutenue par la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ont ouvert le robinet pour le décaissement de 28,1 millions USD, mais appelle à ne pas décélérer le rythme des réformes structurelles, pour ne pas freiner l'ardeur des investisseurs et compromettre la dynamique de croissance. C'est là tout l'enjeu des épreuves ; garder le cap.

Par/By : Cheick Fantamady Kanté, Représentant Résident de la Banque mondiale, Guinée / Resident Representative

IN ALL TESTS... STAY THE COURSE

About a year ago, in the columns of "Partnership" magazine led by Ousmane Diagana when he was in office in Bamako, my team and I had developed the argument that Guinea should take advantage of its dual " geological and agricultural scandal " to diversify its economy, at the risk of developing a huge island of poverty in a sea of under-utilized and poorly distributed wealth. Since this analysis, new events have taken place and Guinea now faces another challenge: winning the battle against the ordeal that has imposed to her and to States in the sub-region, the Ebola virus epidemic. Let's face it, in this new battle, Guinea does not stand alone and the President of the World Bank Group, Jim Yong Kim, just proved it by instructing on August 5 the payment of $ 200 million USD to the most affected countries.

No later than June this year, the directors of our institution gave the green light for a $ 50 million USD payment to improve the distribution of electricity in Conakry. In a few weeks, for the first time in its history, Guinea will have one of the most secured administrative thanks to assistance from the World Bank (see pages 24-26). Through this assistance, milestones are laid for improved transparency in the procurement system. Thus, like UEMOA countries, the Regulatory Authority for Public Procurement (RAPP) is created. Simandou South and its 20 billion investment showed that through IFC, Guinea could count on a variety of support methods from the World Bank Group. Our friends at the IMF, who recently completed the review of Guinea's fourth program which is supported by the Extended Credit Facility (ECF), have agreed to the disbursement of 28.1 million, though they have asked that the pace of structural reforms be maintained, in order to keep investor's enthusiasm and to avoid compromising the growth momentum. That's the whole point of the tests; stay the course.

Interview

Kerfalla Yansané,

Ministre d'Etat en charge des Mines et de la Géologie

GUINEA IS READY FOR INVESTMENT !

L'ESPOIR : Monsieur le Ministre, vous sortez d'une conférence de presse (interview réalisée le 5 Juin 2014) qui vous a donné l'occasion de répondre à certaines questions, notamment le manque d'informations et les rumeurs qui alimentent les derniers développements du secteur minier dans votre pays. Où en sommes-nous justement avec les dossiers des Mines en Guinée ?

Je pense que les derniers développements peuvent se regrouper essentiellement autour des gisements de fer de Simandou, au niveau des blocs 3 et 4, et au niveau des blocs 1 et 2. Les blocs 3 et 4, encore appelés Simandou Sud viennent de faire l'objet de signature d'une convention (signée le 26 Mai 2014) avec les partenaires que sont Rio Tinto, Chinalco et la SFI (IFC) , pour un projet d'un montant de près de 20 milliards de dollars. Il s'agit d'un projet structurant, transformateur ; je pense que si on devait prendre dans l'actualité de ces jours un évènement significatif, ce serait celui-là. A côté de cela, il y a bien entendu les turbulences liées à l'autre versant du projet Simandou, en l'occurrence les blocs 1 et 2, pour lesquels le gouvernement a pris des décisions de les retirer aux investisseurs qui les avaient obtenus par corruption. Nous avons reçu l'appui de nombreux pays, y compris la Suisse, la France et surtout les USA qui ont lancé une enquête criminelle qui a permis de faire coopérer un des acteurs de cette corruption qui a fait des aveux. Ces démêlées judiciaires continuent leur chemin, rendus compliqués par Rio Tinto lui-même après sa plainte contre le groupe BSGR (Benny Steinmetz Group Resources), le groupe VALE et d'autres personnes soupçonnées d'avoir conspiré en vue de soutirer des informations sensibles.

Nous avons reçu l'appui de nombreux pays, y compris la Suisse, la France et surtout les USA qui ont lancé une enquête criminelle qui a permis de faire coopérer un des acteurs de cette corruption qui a fait des aveux.

L'essentiel est que le gouvernement n'est pas impliqué dans ces démêlées judiciaires et la preuve en est que Rio Tinto a sorti non seulement un communiqué, mais a écrit officiellement aux autorités guinéennes confirmant n'avoir rien à leur reprocher.

Je pense qu'il s'agit là de deux évènements importants que l'on peut retenir de l'actualité du secteur minier. Toutefois, il existe d'autres évènements dans ce secteur qui se profilent à l'horizon, au niveau du corridor Nord-Ouest où nous avons également des développements en termes d'infrastructures, notamment la base du schéma directeur que la Banque mondiale nous a aidé à développer.

Il s'agit de projets d'utilisation mutualisée de chemins de fer entre CBG (Compagnie des Bauxites de Guinée) qui est la compagnie historique, et de nouveaux investisseurs venus de Russie, du Moyen Orient, et peut être même d'Australie, qui vont tous essayer d'utiliser le chemin de fer qui permettra d'atteindre la mer et évacuer le minerai. C'est donc un corridor qui représente de grandes opportunités qui nécessiteront la construction de terminaux au niveau du port. Le 3ème aspect de l'actualité du secteur, peut-être plus interne, concerne le fait que nous sommes en train de faire l'audit des systèmes d'information géologique minier. C'est par exemple le cas du cadastre que nous sommes en train d'auditer, également avec l'appui de la Banque mondiale à travers un consultant dont le premier rapport devrait nous permettre d'opérer un nettoyage et repartir sur une nouvelle base. A terme, nous espérons pouvoir moderniser le système de gestion avec l'outil informatique.

Je pense que ces évènements montrent que nous travaillons à la fois sur les projets miniers en tant que tel et le renforcement de notre capacité interne de gestion. Par ailleurs, nous allons lancer un audit institutionnel de l'ensemble du Ministère des Mines ; les travaux ont certes pris du retard, mais je dois pour cela m'entretenir avec les collègues de la Banque mondiale pour accélérer le processus.

Le dernier aspect sur lequel je pourrais insister, c'est la revue des conventions minières. Elle va porter sur les anciennes conventions passées avant 2011, sous l'empire du code minier de 1995. Les avocats qui nous aident sur ce dossier ont présenté la situation de la plupart des projets et nous avons bon espoir qu'on peut assez rapidement mener à terme ce processus, dans les 3 à 4 mois à venir.

Suite page 18

Interview

Kerfalla Yansané,

Minister of State for Mines and Geology

GUINEA IS READY FOR INVESTMENT !

L'ESPOIR : Sir, you have just had a press conference (interview conducted on June 5, 2014) which gave you the opportunity to answer some questions, notably the lack of information and rumors that fuel the latest developments in the mining sector in your country. Where are we exactly with the issues of Mines in Guinea ?

I think the latest developments can be grouped mainly around the Simandou iron deposits in relation to blocks 3 and 4, and blocks 1 and 2. Blocks 3 and 4, also called Simandou South, have just been subject to an agreement signing (signed May 26, 2014) with partners such as Rio Tinto, Chinalco and SFI (IFC), for a project worth nearly $ 20 billion. It is a structuring and transforming project; I think that these days, if we were to point out in the news a significant event, this would be it. Besides that, there are of course the turbulences related to the other side of the Simandou project, notably blocks 1 and 2, for which the government made the decisions to retrieve them from investors as they were obtained through corruption. We got the support of many countries, including Switzerland, France and especially the USA; they have launched a criminal investigation allowing one of the actors in this corruption to cooperate and make confessions. These judicial troubles are still ongoing due to complicated created by Rio Tinto itself after its complaint against the BSGR group (Benny Steinmetz Group Resources), the VALE group and others suspected of conspiracy to extract sensitive information.

The key is that the government is not involved in these judicial troubles and the proof is that Rio Tinto released not only a statement, but officially wrote to the Guinean Authorities confirming they have nothing to complain about them.

I think these are two important events regarding the mining sector have to be known. However, there are other events in this sector looming on the horizon; at the Northwest corridor we also have developments in terms of infrastructure, notably the basis of the development plan which the World Bank helped put in place.

It has to do with projects related to shared railway use between CBG (Guinea Bauxite Company), a long standing company and new investors from Russia, the Middle East, and maybe even Australia, who will all try to use the railway to reach the sea and discharge the ore.

This is therefore a corridor which represents great opportunities requiring the construction of terminals at the port. The third aspect in term of the industry news, and perhaps innermost, concerns the fact that we are conducting the audit of mining geological information systems. This is for example the case of the cadastre that we are currently auditing, also with the support of the World Bank through a consultant whose first report should enable us to do some cleaning and start afresh. We eventually hope to modernize the management system with computers.

I think these events show that we are working on both mining projects as such and strengthening our internal management capacity. In addition, we will launch an institutional audit of the entire Ministry of Mines; the work has certainly been delayed, but I need to have a talk with colleagues from the World Bank to accelerate the process. The last point I can emphasize on is the review of mining contracts. It will focus on the old agreements signed prior to 2011, under the Mining Code of 1995. Lawyers who help us on this issue have presented the situation for most projects and we hope to quickly drive forward this process within 3-4 months to come.

We got the support of many countries, including Switzerland, France and especially the USA; they have launched a criminal investigation allowing one of the actors in this corruption to cooperate and make confessions.

WORLD BANK GROUP

Kerfalla Yansané,

Je crois qu'en définitive, si nous réussissons, on aura donné un grand signal au secteur minier. D'abord à ceux qui sont en train de travailler en ce moment ; ensuite à ceux qui sont à l'extérieur et qui souhaitent venir ici, pour dire que la Guinée est prête à faire des affaires. Aux uns et aux autres, je dis : « GUINEA is ready for investment ! »

Monsieur le Ministre, vous disiez tout à l'heure que la Guinée est un « scandale géologique » et qu'en même temps, celui-ci « ne se mangeait pas ». Qu'est-ce que vous pouvez dire aujourd'hui pour rassurer les Guinéens : que ces conventions récemment signées et toutes les opportunités qu'elles représentent en termes d'emplois et de réduction de la pauvreté seront une réalité que l'on peut toucher du doigt ?

Je pense que le secteur minier est en train de changer car il y a une prise de conscience globale sur le développement de ce secteur. A titre d'exemple, aujourd'hui on parle de la notion de gestion responsable des ressources naturelles. Cela veut dire quoi ? Eh bien, tout simplement, que les partenaires doivent être sérieux, mais le pays aussi, non seulement dans les négociations mais également dans l'utilisation des ressources tirées du sous-sol guinéen.
Le fait que la plupart de nos partenaires ont conscience qu'il y a asymétrie entre nos pays et les grandes compagnies nous a permis de bénéficier de leur assistance juridique, financière et technique pour pouvoir négocier les contrats. Cet appui est si important qu'il nous permet de réduire le gap en matière d'asymétrie pour que le processus devienne gagnant-gagnant, entre la Guinée et ses partenaires. Nous avons aujourd'hui un parlement qui est en place ; vous avez pu remarquer la curiosité des médias à propos de ces dossiers et le fait qu'il soit très difficile de se cacher et ne pas respecter les normes de gestion responsable des ressources.
Vous le voyez donc cette assistance des partenaires, l'intérêt que portent les médias sur ces dossiers et le fait que il y ait des représentants du peuple au sein du Parlement pour surveiller. Il y a aussi les ONG, dont Revenue Watch et d'autres associations, qui s'intéressent à la façon dont les ressources naturelles sont gérées. Je pense qu'il y a des chances que nous sortions de la culture de malédiction pour une culture de bénédiction.

Dernière question Monsieur le Ministre : s'il y avait un point sur lequel vous souhaiteriez que les partenaires, principalement la Banque mondiale, vous accompagnent, lequel serait-il ?

Le renforcement des capacités est essentiel. Il y a également le fait qu'on ait besoin d'avoir une meilleure connaissance de nos ressources pour mieux informer les investisseurs, mieux les attirer et leur faire gagner du temps. La Banque pourrait aussi aider à renforcer notre école de formation minière qui dispose de tous les atouts pour devenir une école régionale ; j'estime qu'avec toutes les ressources naturelles dont la Guinée dispose et son avantage comparatif dans le domaine minier, une école des mines pour développer l'expertise locale est essentielle.

Propos recueillis le 5 Juin par Cheick Fantamady Kanté et Taleb Ould Sid'Ahmed

Kerfalla Yansané, pendant l'interview, en compagnie de Cheick F. Kanté, Représentant Résident de la Banque mondiale en Guinée.

Kerfalla Yansané,

I ultimately believe that, if we succeed, we will give a great signal to the mining sector. First, to those who are currently working, then to those who wish to come here; this to say that Guinea is ready to do business. To all, I say: "GUINEA is ready for investment"

Sir, you said earlier that Guinea is a "geological scandal" and at the same time you also said that "it was not edible." What can you say to reassure Guineans today: will all these recently signed agreements and the opportunities they represent in terms of employment and poverty reduction be a palpable reality ?

During the interview, with Cheick F. Kanté, Resident Representative of the World Bank in Guinea

I think the mining sector is changing because of an overall awareness on the development of this sector. For example, today we are talking about the concept of sustainable management of natural resources. What does this mean? Well, quite simply, that the partners must be serious, but the country as well; this should be the case not only in the negotiations but also in the use of resources from the Guinean subsoil.

Kerfalla Yansané en conférence de presse le 5 Juin 2014 à Conakry/ During a press conference in Conakry June 5, 2014

The fact that most of our partners are aware that there is an asymmetry between our countries and large companies has allowed us to benefit from their financial, legal and technical assistance to negotiate contracts. This support is so important that we can reduce the gap in terms of asymmetry for the process to become a win-win situation between Guinea and its partners. Today we have a parliament in place; you may have also noticed the media curiosity about these issues and the fact that it is very difficult to hide and not meet the standards of sustainable resource management.

You can then see partners' assistance, interest of the media on these issues and the fact that there are people representatives in Parliament to monitor. There are also NGOs, such as Revenue Watch and other associations interested in how natural resources are managed. I think there is a chance that we leave a cursed culture to enter into a blessed one.

Last question Sir: if there was one point on which you would like partners, mainly the World Bank, to stand by you, which one would it be?

Capacity building is essential. There is also the need to have a better understanding of our resources to better inform investors, better attract them and save time. The Bank could also help in strengthening our mining training school which has the potential of becoming a regional school; I believe that with all the natural resources Guinea has and its competitive edge in mining, a mining school is essential to develop local expertise.

Interview on June 4 by Cheick Fantamady Kante and Taleb Ould Sid'Ahmed

Site de Simandou

Mines

UN POTENTIEL NOMMÉ « PARADOXE ». A QUAND LA RENAISSANCE ?

Dans le meilleur des cas, nonobstant les 700 millions USD de recettes exceptionnelles engrangées en 2011 à la suite du redressement fiscal consécutif à l'accord transactionnel avec Rio Tinto sur le Simandou sud, le secteur minier guinéen n'a rapporté (en moyenne et par an) qu'entre 160 à 180 millions USD au budget national, sans oublier des seuils de baisses qui ont atteint, dans les périodes de vaches maigres (2003) 60 millions USD.

Paradoxe : Conséquence, après plus de 55 ans d'indépendance, de nombreux analystes estiment plutôt voir surgir en Guinée, des ilots miniers de prospérités (Kamsar, Sangarédi, Fria, Léro, Débélé, Banankoro, kintinian et autres enclaves) dotés d'eau courante, d'électricité et de conforts modernes dans un «océan de précarité». C'est le premier paradoxe d'un pays immensément doté par la nature qui peine à valoriser son potentiel. L'image contrastante de populations pauvres (55,3% selon l'Enquête légère sur l'évaluation de la pauvreté – ELEP 2012) assises sur un fabuleux trésor méconnu et sous exploité !

Un contraste saisissant à l'origine de nombreux troubles sociaux ces dernières décennies, culminant avec des affrontements et des destructions d'édifices et d'infrastructures dans les centres villes et arrière-pays. En témoignent les conflits qui ont opposé les riverains du périmètre aurifère de Kinièro à la Direction de la SEMAFO, société minière canadienne, ou encore les violents incidents enregistrés dans les zones minières de Kamsar Boké à Fria pour ne citer que ces cas.

LE RÔLE DE LA SFI AUPRÈS DE SIMANDOU

IFC Société financière internationale Groupe de la Banque mondiale

En tant que partenaire de Simandou, la SFI a pour rôle clé de superviser la gestion environnementale et sociale du projet, jouer un rôle d'intermédiaire neutre, s'appuyer sur son expérience mondiale dans le domaine de recherche de fournisseurs locaux et aider à mobiliser les énormes quantités de financement (estimés à 20 milliard de dollars) qui seront nécessaires pour réaliser ce projet complexe.

- Simandou devrait générer plus de 10.000 emplois au cours de la mise sur pied du projet, et une fois opérationnelle verser plus de 1 milliard de dollars en taxes / redevances par an à la Guinée et consacrer 2 milliards de dollars aux fournisseurs, avec un accent particulier sur un maximum d'approvisionnements venant de fournisseurs locaux.
- En 2012, Simandou employait plus de 4500 personnes (dont 3600 Guinéens) et a versé plus de 160 millions de dollars à 500 prestataires de biens et de services guinéens.
- Un chemin de fer long de 650 km à travers la Guinée assurera les services de fret et des services aux passagers en plus du transport de minerai de fer et de minéraux. Un port en eau profonde pourra accueillir les plus grands navires n'ayant jamais encore accosté en Guinée et soutenir des activités commerciales complémentaires, dont l'agriculture.
- la SFI est engagée avec Simandou depuis 2006 lorsqu'elle a acquis une participation de 5% dans le projet. L'investissement de la SFI à ce jour s'élève à 185.000.000 de dollars.
- La SFI participe activement à tous les aspects du projet; ses rôles à ce jour ont été de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires afin d'assurer la conformité environnementale et sociale aux normes de performance de la SFI, et de finaliser le cadre d'investissement.
- Elle a également travaillé avec Rio Tinto sur un programme de renforcement des capacités des entreprises locales pour la fourniture du projet en biens et services et étendre davantage les bénéfices économiques du projet. Le programme a généré plus de 9 millions de dollars en contrats locaux et a permis de former 1400 personnes en Guinée, soit 400 entreprises locales.
- À l'avenir, la SFI envisage de jouer également un rôle dans la mobilisation d'importants financement qui seront nécessaires pour la mise sur pied du projet.

Mining

A POTENTIAL NAMED "PARADOX". WHEN WILL REBIRTH TAKE PLACE?

In the best case, notwithstanding the $ 700 million of revenue windfalls in 2011 as a result of tax adjustment following the settlement agreement with Rio Tinto on Southern Simandou, Guinea's mining sector has just generated (on average and per year) between 160-180 millions USD to national budget, not to mention thresholds of declines which reached, in lean times (2003), $ 60 million.

Paradox : As a result, after more than 55 years of independence, many analysts believe that in Guinea, prosperity mining islands (Kamsar Sangarédi, Fria, Lero, Debele, Banankoro Kintinian and other enclaves) characterized by tap water, electricity and modern comforts emerging from a 'sea of precariousness and poverty' will emerge. This is the first paradox of a country immensely endowed by nature but which is having a hard time developing its potential. The contrasting image of the poor populations (55.3% according to the light Survey on Poverty Assessment - ELEP 2012) sitting on a fabulous unrecognized and untapped treasure!

A striking contrast at the root of much social unrest in recent decades, culminating in clashes and destruction of buildings and infrastructure in downtowns and hinterlands. For example, the conflict that pitted the residents located at the gold perimeter of Kiniero against the Management of SEMAFO, a canadian mining compagny, or the violent incidents reported in the mining areas of Kamsar Boke at Fria, to mention just these cases.

Sidebar: A giant named "Southern Simandou'

Les zones minières restent tres souvent en marge du développement / Mining areas are very often marginalized

IFC'S ROLE IN SIMANDOU

IFC Société financière internationale Groupe de la Banque mondiale

- As a partner in Simandou, IFC is uniquely placed to monitor the environmental and social management of the project, play the role of a neutral broker, draw on its global experience in areas such as local supplier development and help mobilize the vast amounts of funding (estimated at $20 billion) that will be needed to complete this complex project.

- Simandou is expected to generate more than 10,000 jobs during project development, and once operational will pay over $1 billion in taxes/royalties per year to Guinea and spend $2 billion on suppliers with a focus to source as much in the country as possible.
- In 2012, Simandou employed over 4500 people (including 3600 Guineans) and paid over $160 million 500 Guinean businesses for goods and services.
- A 650km railway through Guinea will carry freight and passenger services in addition to iron ore and minerals haulage. A deep water port will accommodate the largest ships to have ever docked in Guinea and will support complementary trading activity including agriculture.

- IFC has been involved in Simandou since 2006 when it acquired a five percent stake in the project. Its investment to date totals $185 million.
- IFC is actively involved in all aspects of the project; its roles to date have included working closely with partners to ensure environmental and social compliance with IFC's performance standards, and to finalize the Investment Framework.
- IFC has also been working with Rio Tinto on a program to build the capacity of local firms to supply the project with goods and services and further spread the economic benefits of the project. The program has generated over $9 million in local contracts and trained 1400 people in Guinea representing 400 local businesses.
- Going forward, IFC expects to also play a role in mobilizing the significant amounts of financing that will be required to build the project.

Ils ont dit.../They said...

Mamadou Taran DIALLO

Coalition "publiez ce que vous payez"/ Publish what you pay

La mise en place du comité de titres et conventions miniers, qui comporte un comité interministériel, un membre de la coalition « Publiez ce que vous payez » et un syndicaliste, qui travaillent en toute transparence, avec des résultats tangibles, comme la double enquête qui a été diligentée aux Etats-Unis d'Amérique et en Guinée sur des cas de corruption de la société minière BSGR.

Pour nous, il s'agit d'évaluer de manière précise ce que l'Etat guinéen et les communautés qui abritent les sites d'exploitation minière gagnent.

En effet, au regard du code minier de la République de Guinée, l'Etat a un actionnariat gratuit de 15%, et cela, de façon automatique dans toutes les sociétés minières. Or, le cadre d'investissement a prévu le morcellement de ces actions : 7,5 % dans un premier temps, et les 7,5 % de manière évolutive. L'Etat pourrait acquérir, en plus de ces actions, 20 % de parts s'il se donne les moyens de les acheter. Pour nous, il faut faire en sorte que l'Etat acquiert l'intégralité de ses parts d'un seul coup.

Le code minier prévoit également 0,5 % de parts pour les communautés où opèrent les sociétés minières. Or, dans le cadre d'investissement qui a été signé avec Rio Tinto, il y est inscrit 0,25 %, ce qui est une entorse à la loi. Il faut que le citoyen qui habite la zone d'exploitation minière vive des retombées de l'exploitation de son sol et de son sous-sol.

The establishment of the Mining Titles and Agreements Committee, which includes an interdepartmental committee, a member of the coalition "Publish what you pay for" and a trade unionist, who works seamlessly with tangible results, such as the dual investigation conducted in the United States of America and in Guinea on cases of corruption related to the mining company BSGR.

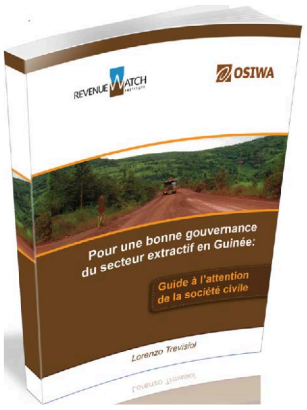
For us, this is about accurately assessing what the Guinean government and the communities hosting the mining sites earn.

Indeed, under the Mining Code of the Republic of Guinea, the government has a free automatic shareholding of 15% in all mining companies. However, the investment framework has provided the fragmentation of these shares: 7.5% initially and 7.5% on a rolling basis. The government could acquire, in addition to those shares, up to 20% of shares if it has the means to buy them. We must ensure that the government acquires all of its shares in one fell swoop.

The Mining Code also provides 0.5% share to communities where mining companies operate. However, in the investment framework signed with Rio Tinto, it is stated 0.25%, which is therefore a breach of the law. We need citizens who live in the mining area to live on the proceeds of the exploitation of the soil and subsoil.

Ibrahima Amadou Niang & Abdoul Rahmane Diallo (OSIWA Guinée) / (Open Society Initiative for West Africa, OSIWA, Guinea)

Ce qui fait défaut, ce sont les décrets d'application du nouveau code minier. Certaines dispositions peinent à être appliquées ou ne sont pas applicables par rapport au contexte social ; tandis que plusieurs décrets d'application n'ont toujours pas été signés. Et il faut éviter de rédiger ces textes sans associer les acteurs de la société civile, ou sans associer les populations qui vivent sur les sites d'exploitation des mines qui sont les premières concernées par ce décret d'application. Il faut un dialogue inclusif en amont afin que, ce décret soit applicable. Nous, notre rôle est de soutenir la société civile et les organisations qui œuvrent pour la transparence du secteur minier. Nous devons faire en sorte que les communautés puissent tirer le maximum de profit de l'exploitation des mines. Les conflits dans les zones minières naissent de l'absence de transparence dans l'exploitation et la gestion des richesses minières.



There is a lack of enforcement decrees with regards to the new mining code. Certain provisions have a hard time to be applied or are not applicable based on the social context; meanwhile several enforcement decrees have not yet been signed. And it is important to avoid writing these regulations without involving the civil society or without involving the people who live on the mining sites as they are the first concerned by the decree. There is a need for an inclusive dialogue upstream for the decree to be applicable. As for us, our role is to support civil society organizations working for transparency in the mining sector. We need to ensure that communities can derive maximum benefit from the exploitation of mines. Conflicts in mining areas arise from the lack of transparency in the operation and management of mineral resources.

They said...

Abdourahmane Sano

(Ancien Ministre; Président Plateforme nationale des citoyens Unis pour le développement) / (Former Minister, Chairman of the National Platform of Citizens United for Development)

Ce n'est pas étonnant que nous nous posons encore des questions sur le contrat qui vient d'être signé entre l'Etat guinéen et Rio Tinto. Cela ne remet pas en cause les efforts qui sont faits pour rendre le cadre juridique minier plus cohérent, mais nos dirigeants doivent éviter de poser des actes qui ne sont pas de nature à encourager l'investissement. Nous savons par exemple que Rio Tinto devait commencer à tirer profit de ses investissements en 2015, mais avec tout ce qui s'est passé, la compagnie est obligée de tout replanifier pour 2018. Or, quand on sait qu'il faut intégrer dans cette planification des paramètres liés aux échéances politiques, on s'inquiète quant à la possibilité de rentrer dans un autre cycle de négociations à partir de 2018.
En tout état de cause, nous espérons que les choses n'aillent pas dans ce sens-là et que Rio Tinto puisse relancer effectivement ses activités. Nous avons tous subit le contrecoup du ralentissement des investissements miniers. Aujourd'hui, notre économie est en berne, il est vrai que la conjoncture internationale y est pour quelque chose ; mais il y a aussi le fait que nous n'avons pas suffisamment encouragé les investissements miniers à jouer le rôle qui est le leur : tirer notre économie vers le haut.

It is therefore not surprising that we ask emphasis on the outlines of the contract just signed between the State of Guinea and Rio Tinto. This does not undermine the efforts being made to make the mining legal framework coherent but our leaders should avoid performing acts that are not likely to encourage investment. Example, we know that Rio Tinto should start to capitalize on its investments in 2015, but with all that happened, the company is obliged to reschedule everything for 2018. Yet, when considering the fact that parameters related to political events must be integrated into this planning, we are concerned about the possibility of going into another round of negotiations in 2018.
In any event, we hope that things will not go in that direction and that Rio Tinto will actually be able to boost its activities. We have all suffered from the effects of the slowdown in mining investments. Today, our economy is down. Even though we are aware that the international had some effects, we should also consider the fact that we have not sufficiently encouraged mining investment to play their role: pull our economy upward.

La Banque mondiale au chevet du secteur énergétique guinéenne/ The World Bank at the bedside guinean energy sector

La ville de Conakry subit de fréquentes coupures d'électricité/ Conakry city experiences frequent electricity power cuts

50 millions de dollars USD, c'est le montant que la Banque mondiale va injecter dans le secteur de l'électricité en Guinée. L'accord de financement qui a été signé le 3 juillet dernier, prévoit d'optimiser les performances techniques et commerciales de la société Électricité de Guinée (EDG) pour améliorer l'accès à l'électricité des entreprises et des particuliers. L'accord en question comporte deux volets : un don de 22,6 millions de dollars et un prêt de 27,4 millions, à taux concessionnel (0,74% remboursable sur 40 ans) et s'inscrit dans le cadre du Projet de redressement du secteur de l'électricité en Guinée. A noter que le réseau électrique guinéen pâtit depuis de longues années d'un manque d'investissements et d'entretien, ce qui, conjugué à une mauvaise gestion de l'opérateur national, provoque de graves pénuries d'électricité au niveau des ménages et des entreprises. Récemment, la commune de Kaloum, au centre de Conakry, a été secouée par des violentes manifestations face aux fréquentes pannes d'électricité.

50 million USD, this is the amount that the World Bank will invest in the electricity sector in Guinea. The financing agreement that was signed on last July 3rd, plans to optimize the technical and commercial performance of the Electricity Company of Guinea (EDG) to improve access to electricity for businesses and individuals. This agreement comprises two parts: a donation of $ 22.6 million USD and a loan of 27.4 million USD at a concessional rate (0.74% repayable over 40 years) and is part of the electricity sector improvement project in Guinea. Note that for many years now, the Guinean electrical network suffers from a lack of investment and maintenance which, coupled with poor management of the national operator, causes severe power shortages for households and businesses. Recently Kaloum commune in central Conakry, was shaken by violent protests in response to the frequent power cuts.

WORLD BANK GROUP

Bonne gouvernance

Recensement biométrique : SALE TEMPS POUR LES « FANTÔMES » DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour la première fois depuis son indépendance, la Guinée se dote d'un nouveau fichier des fonctionnaires réguliers, grâce à l'appui de la Banque mondiale à travers une assistance technique qui a permis de financer les opérations de recensement administratif, d'enrôlement et d'identification biométrique. Les premiers résultats permettent déjà aux autorités d'avoir une meilleure visibilité des effectifs et une maitrise des soldes mensuelles. Décryptage.

Centre d'identification d'une administration publique à Conakry/ Identification center in Conakry

Par/by : Samba Ba & Taleb Ould Sid'Ahmed

Cela fait quelques années que Kadiatou Simankan est inscrite au registre des fonctionnaires du Ministère des Mines. Lorsque l'opération d'enrôlement et d'identification avait commencé en Janvier 2014, elle redoutait le pire face à l'ampleur des fraudes et les falsifications qui gangrenaient la fonction publique guinéenne. *« Il y a un sentiment de satisfaction, puisque souvent on disait qu'on ne s'y attendait pas ; Or aujourd'hui, c'est bien la réalité que nous vivons. C'est comme si c'était un enfant qui réalisait son rêve. Espérons que chacun puisse connaître sa place ».* De place, il s'agissait en fait de cerner la réalité des effectifs qui émargeaient chaque fin du mois à la solde de l'Etat guinéen. Au fait, combien étaient-ils avant le démarrage de l'opération ? Officiellement, quelques 101,689 salaires sont versés par la Division de la Solde du Ministère du Budget. Sauf qu'en Juin 2014, la biométrie a révélé que 11,780 fonctionnaires, sans doute fictifs ou frauduleux, manquaient à l'appel. Conséquence directe : des économies d'environ 12 milliards de Francs guinéens, soit 1,7 million de dollars des Etats-Unis (USD) en un mois ou 20 millions USD par an sont possibles si le gouvernement procède à la suspension immédiate du versement de salaires à ces ''inconnus'' de la Fonction Publique. Pour la première fois depuis la fin des années 80, l'Etat guinéen est en mesure de disposer de chiffres fiables sur son personnel administratif.

«Aujourd'hui, quand nous arrivons au niveau de nos directions des ressources humaines, nous avons la possibilité de voir le dossier d'un fonctionnaire. Avant, ce n'était pas possible. » Reconnait Eugene Falikou Yomalo, Inspecteur général de l'Administration publique dont le département est l'un des principaux bénéficiaires de la nouvelle réforme.

Onde de choc

Depuis le déclenchement de l'opération, les medias publics, notamment la RTG, diffusent des images de longues files d'attentes. En effet, l'annonce de l'opération a suscité un tel engouement parmi les fonctionnaires que cela a provoqué des ruées vers les centres d'enrôlement. Chargé de conduire l'opération pour le compte de l'entreprise Inovatec - Gemalto, l'ivoirien Paul Assamoi se souvient des premiers moments : *« Au départ, tous les fonctionnaires voulaient se faire identifier en même temps. Il y avait de tels bouchons que nous avions dû réorganiser les choses autrement. Nous avons donc décidé, en accord avec le Ministère en charge de la fonction publique, de recevoir d'abord le fichier administratif du fonctionnaire, le faire valider par les contrôleurs administratifs puis faire appel à l'intéressé pour qu'il entre dans le processus d'enrôlement».* Au fur et à mesure que le processus avançait et donnait des résultats, les autorités choisissaient de frapper fort sur le plan de la communication, en exhibant à visage découvert les cas de fraudes relevées sur les sites d'identification. « Nous devions montrer à tous les guinéens notre détermination d'aller au bout d'un processus transparent et équitable. Il faut créer un effet dissuasif en dénonçant publiquement ces cas de fraude » justifie André Loua, Secrétaire général du Ministère délégué au budget, lorsque l'équipe de la Banque mondiale basée à Conakry s'était inquiétée que la diffusion de telles images ne soient mal interprétées par l'opinion publique. Les équipes d'Inovatec - Gemalto, formées essentiellement de jeunes diplômés guinéens que l'Administration souhaite recruter une fois le processus bouclé en septembre 2014, ont par exemple rapporté de nombreuses scènes qui en disent long sur l'intérêt qu'il y avait à assainir le fichier des fonctionnaires : *« Une femme s'était écroulée devant nos yeux, tout en larmes, lorsque la machine a validé son inscription. Elle disait qu'elle n'aurait jamais pu tenir si elle avait été éjectée du système».* Autre exemple, qui pourrait donner raison aux tenants de l'approche *« humilier pour la bonne cause »* : celle d'un fraudeur qui, devant le flair de la machine de l'opérateur, avait réussi à prendre la fuite, plongeant le public dans une ambiance de rires à couper le souffle.

Good governance
Biometric census :
HARD TIMES FOR "GHOSTS" OF THE PUBLIC SERVICE

For the first time since the independence, Guinea has a new file for state employees, with the support of the World Bank through a technical assistance which allowed the financing of administrative census operations, enrollment and biometric identification. The first results already allow authorities to have better visibility of staff and a control over of monthly salary payments. Decryption

Le fameux sésame qui redonne à Kadiatou Simankan le sourire/
Happy Kadiatou Simankan after registration

Some years ago, Kadiatou Simankan has registered as an official at the Ministry of Mines. When the enrollment and identification operation began in January 2014, she feared the worst given the scale of fraud and forgery corrupting the Guinean Public Service. "There is a feeling of satisfaction, since we often said that we were not expecting that; And today, I am living it as a reality. It is like a child whose dream came true. Let's hope everyone will know their right place". The operation was all about grasping the actual staff number enjoying their salary each month-end from the Guinean government. By the way, how many were they before the start of the operation? Officially, around 101.689 salaries are paid by the Pay Division of the Ministry of Budget. Except in June 2014 when biometrics revealed that 11,780 officials, probably fictitious or fraudulent, were missing. A direct consequence was a money saving of about 12 billion Guinean francs or 1.7 million U.S. dollars (USD) a month, or $ 20 million a year if the government proceeds with theimmediate suspension of payment of salary to these '' unknown'' to the Public Service. For the first time since the late 80s, the Guinean government is able to provide reliablefigures regarding its administrative staff. "Today, when we visit our human resources departments, we are able to see the file of an actual official. Before, this was not possible" confirms Eugene FalikouYomalo, General Inspector of Public Administration whose department is one of the main beneficiaries of the new reform.

Shock wave

Since the start of the operation, public media, including RTG, have broadcast images of long queues. Indeed, the announcement of the operation generated such an enthusiasm among officials to the point that it caused rushes towards enlistment centers. Responsible for conducting the operation on behalf of the Company Inovatec-Gemalto, the Ivorian Assamoi Paul remembers the first times: "In the beginning, all the officials wanted to be registered simultaneously. There were such rushes that we had to reorganize things differently. We decided, in agreement with the Ministry in charge of public service, first to receive the administrative file of the employee, have it approved by the administrative inspectors and then call the person to enter into the enrollment process. As the process progressed and gave some results, the authorities chose to hit hard with regards to communication by disclosing cases of fraud reported by the identification sites. "We had to show to all Guineans our determination to follow a transparent and fair process. We need to create a deterrent in publicly denouncing the fraud "explained André Loua, Secretary General of the Ministry Delegate for the Budget, when the team of the World Bank based in Conakry showed some worries when it came to the dissemination of such images which they thought could be misinterpreted by public opinion. The Inovatec – Gemalto teams, mostly composed of young Guinean Graduates, that the Authorities wish to recruit once the process is completed in September 2014, have for example reported numerous scenes that speak out loud on the importance of having to clean the officials' files : "A woman collapsed before our eyes in tears when the machine validated her registration. She said she would never have stood it if her name was rejected by the system. "Another example, which could validate the approach "humiliate for a good reason" is that of a fraudster who after being exposed to the registration machine run away from the enrolment site, plunging the audience into an atmosphere of breathtaking laughter.

Guinée : garder le cap/Guinea: stay the course

Défis

En vérité, ces résultats encourageants du recensement biométrique en Guinée ne la laissent pas à l'abri de ce qu'on appelle communément « les fantômes » de la fonction publique africaine. A l'instar de bon nombre d'administrations africaines, francophone pour la plupart, le phénomène de fonctionnaires virtuels, parfois tout droit sortis outre-tombe, a encore la peau dure, comme en témoignent les résultats de récents recensements menés au Sénégal, ,en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Cameroun et à Djibouti pour ne citer que ces pays. Certes la Guinée a su profiter des dernières avancées technologiques de la biométrie et tirer des leçons à partir des récentes expériences ailleurs en Afrique. *« Nous avons clairement indiqué à l'operateur nos exigences : Tolérance zéro au bout de ce processus. Nous voulons pour la Guinée un fichier propre et crédible »* dixit Samba Ba, Economiste principal, spécialiste du secteur public, en charge du projet à la Banque mondiale. Message reçu 5/5 par l'opérateur dont le Représentant explique la méthode adoptée : *« Nous avons utilisé la méthode AFIS qui compare les empreintes, et la méthode ABIS qui compare le visage, pour ceux qui vont se substituer à d'autres. Nous avons réussi à convaincre les autorités guinéennes de recenser et d'identifier concomitamment ses fonctionnaires. Voici ce qui différencie notre projet de ce qui a été fait au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Burkina Faso ».* A cela s'ajoutent de gros soucis au niveau des provinces intérieures où les cas de fraudes les plus récurrentes y ont été détectés lors du recensement. Autre chantier que le projet de la Banque mondiale a entamé : la modernisation des archives de la fonction publique qui se trouvent dans un état particulièrement lamentable. L'homme qui s'en occupait il y a encore quelques mois parle de véritable « Dépotoir », où s'entassent des tas de dossiers jamais ouverts depuis 25 ans. *« Depuis la première réforme menée en 1990, seuls 1600 nouveaux dossiers se sont ajoutés aux 50 milles qui étaient déjà là depuis l'indépendance du pays. Pour sortir un seul dossier des archives, cela nous prend 5 jours ! » se plaint Kamara Mohamed Noor.*

L'assistance technique de la Banque mondiale couvre également la réalisation de l'interfaçage du système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique, du système de paie du Ministère du Budget et du répertoire des actes administratifs du Secrétariat général du gouvernement.

Kamara Mohamed Noor dans les dédales des archives à Conakry/
The labyrinthine archives in Conakry

Challenges

Actually, these encouraging results of the biometric census in Guinea do not keep away the specter of what is commonly called "ghosts" of the African Public Administration. For many African Administrations, mainly francophone, the phenomenon of virtual officials, sometimes straight from beyond the grave, still has a thick skin, as demonstrated by recent surveys conducted in Senegal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroon and Djibouti to name just a few. Guinea has certainly taken advantage of the latest technological advancement in biometrics and learned from recent experiences elsewhere in Africa. "We clearly stated our requirements to the operator: Zero Tolerance after this process. We want clean and credible Files for Guinea "said Samba Ba, Senior Economist, Public Sector Specialist in charge of the project at the World Bank. The message received 5/5 by the operator whose Representative explains the method adopted: "We used the AFIS method which compares fingerprints and the ABIS method which compares the facial traits, for those who would be tempted to take the place of others. We managed to convince the Guinean authorities to take a census and identify its officials. That is what differentiates our project from what was previously done in Senegal, Benin, Côte d'Ivoire, Gabon and Burkina Faso. Furthermore, there are big problems in the inland provinces where cases of the most recurrent frauds have been detected in the census. Another project initiated by the World Bank: the modernization of the archives of the public administration which are in a very poor condition. The man who was in charge of them a few months ago still talks about a real "dump" crammed with piles of files never ever opened for the past 25 years. "Since the first reform carried out in 1990, only 1,600 new records were added to the 50,000 that already exist since the country's independence. To get a single file from the archive, it takes 5 days! " Noor Mohamed Kamara complained.

The technical assistance from the World Bank also covers the implementation of the interface system of human resources management for the Public Service, the payroll system of the Ministry of Budget and the directory of administrative acts for the General Secretariat of the Government.

Côte d'Ivoire : le PAPC et l'accompagnement post-conflit en Côte d'Ivoire

Les travaux à haute intensité de main d'oeuvre (Thimo) ont redonné de l'espoir à de nombreux jeunes désoeuvrés/
Labor intensive works have given hope to many unemployed youth

Par/by : Phillipe Koffi, Sophie Kouadio & Paul Bance

Lorsqu'il fut mis en œuvre en 2007 grâce à un Don exceptionnel de la Banque mondiale pour une valeur de 60 milliards USD, le Projet d'Assistance Post-Conflit (PAPC) avait pour mission de soutenir le Programme de sortie de crise, un projet d'envergure mis en œuvre par le gouvernement ivoirien dans le cadre de l'Accord Politique de Ouagadougou signé en 2007 qui a mis fin à une crise nationale prolongée. Le projet a donné des résultats satisfaisants, en dépit d'un contexte difficile, et permis de tirer des leçons sur la conduite d'opérations en situation de crise.

Initialement, le PAPC devait être clôturé le 31 décembre 2011, mais du fait de la crise post-électorale, il a été prorogé au 30 Juin de la même année, puis au 31 décembre 2013, avec un financement additionnel de 30 millions USD (environ 15 milliards CFA) approuvés juste après la clôture du premier financement.

Sand doute pour encourager le Gouvernement dans ses efforts de reconstruction post-crise, en particulier dans les zones les plus durement affectées, ce financement additionnel couronne également le succès d'un projet en passe de devenir un exemple pour un échange d'expérience Sud-Sud. Le cas de l'AGETIPE (l'Agence d'Exécution des travaux d'Intérêt Public en Centrafrique) dont une équipe a séjourné fin Mars en Côte d'Ivoire fait du PAPC un « Best practice », notamment dans sa composante réinsertion économique à travers l'approche des Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO).

Composante réinsertion économique

L'objectif était de faciliter la réinsertion socioéconomique d'ex-combattants, d'individus associés à des groupes armés et de jeunes à risques, limitant par la même occasion les effets pervers de l'oisiveté et du chômage de tous ces jeunes. Les résultats sont :

- plus de 40.000 Ivoiriens, dont 31% de femmes et 22% d'ex-combattants ont bénéficié d'opportunités d'insertion.

Renforcement de l'autorité de l'Etat

Appui au processus d'Identification nationale par l'actualisation et la modernisation de l'état civil : réhabilitation ou construction de 92 sous-préfectures équipées en mobilier de bureau ; 200 véhicules de type 4x4 mis à disposition des sous-préfets, facilitant les audiences foraines et permettant la reconstitution des registres d'état civil et l'établissement du fichier électoral. Les élections ont ainsi pu se tenir

Reconstitution et la sécurisation des archives : Réhabilitation de la bibliothèque nationale pour servir de centre temporaire d'archivage des registres de l'état civil pour la zone Sud ; Construction et équipement de 2 centres régionaux d'archivage judicaire de l'état civil à Bouaké et Daloa pour la sécurisation du double des registres de l'état civil ; Suite à une requête du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, construction ou réhabilitation de 18 préfectures à l'intérieur du pays, à travers un programme d'insertion de 1000 jeunes.

Réhabilitation communautaire

Infrastructures. 839 infrastructures communautaires de base (108% de l'objectif) ont été réalisées dont 597 écoles pour 1 700 salles de classe et 39 000 tables-bancs ; 200 pompes hydrauliques et 82 centres de santé. **Cohésion sociale**. Appui à la mise en place de 200 Comités de Paix qui ont participé à la gestion et la prévention des conflits (entre éleveurs et agriculteurs au nord et au centre, entre pêcheurs allogènes et autochtones dans le centre et le sud-ouest du pays). Ces comités de paix ont véritablement contribué à l'apaisement des tensions et à briser les murs de la méfiance entre ces différentes communautés.

Projet d'Urgence pour la Réintégration des Personnes Déplacés Internes (PUR-PDI). Initié après la crise post-électorale, ce projet pilote concernait cinq villages du Département de Duekoué. L'objectif était d'assurer un retour durable de ces populations dans leurs villages d'origine pour la plupart détruits et sinistrés en construisant des infrastructures de base correspondant aux besoins prioritaires exprimés par la communauté. 3 centres de santé entièrement équipés, une école équipée et un foyer polyvalent également équipé.

Côte d'Ivoire : PAPC and post-conflict support to Côte d'Ivoire

Dialogue sur la question foncière. Appui des populations au diagnostic approfondi de leurs différends, notamment à travers le financement d'un projet de délivrance de certificats fonciers pour 250 propriétaires. Ce processus est en cours et avance bien. Il pourrait faire école.

Reloger les déplacés. Dans 5 villages, 1000 habitations doivent être construites pour environ 5 000 personnes. Au 31 décembre 2013, 687 habitations ont déjà été réalisées.

Leçons apprises et Contraintes

La banque avait fait le pari de se réengager à nouveau, alors même que les acteurs politiques ivoiriens étaient en pourparlers car il fallait très rapidement donner de l'espoir aux populations, au travers de projets de développement qui éloignent du spectre de la division. Dès le départ, le Projet devait faire face aux faiblesses d'un Etat-nation qui peinait encore à assumer ses fonctions régaliennes de base, avec une administration qui était cogérée à partir d'Abidjan et les ex-zones CNO (ex-zones Centre Nord et Ouest, partition du territoire national issue de la rebellion de 2002). L'apport du PAPC a indéniablement été significatif en matière de réintégration socio-économique des jeunes vulnérables, (ii) la modernisation de l'Etat civil et (iii) le développement communautaire. Comme dans tous les pays post-conflit, la réinsertion des ex-combattants et jeunes à risque s'avère tout aussi complexe que la recomposition du tissu social, surtout lorsqu'il a été exposé à divers dénis. Dans le cas particulier du PAPC, une des principales contraintes concernait la démobilisation, désarmement et réinsertion des ex-combattants qui n'a pu être réglée dans le cadre de la convention signée avec l'ancien Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRRC), remplacé depuis 2013 par l'ADDR (l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion).

Site PAPC : http://www.papc.ci

Duékoué : Cérémonie de lancement du programme d'urgence pour l'Ouest en Août 2012

When it was implemented in 2007 with an exceptional grant from the World Bank amounting to CFAF 60 billion, the Post-Conflict Assistance Project (PCAP) was intended to support the post-conflict crisis program, a large-scale project implemented by the Ivorian Government under the Ouagadougou Political Agreement signed in 2007 to end the protracted national crisis. The project has produced satisfactory results despite the challenging environment, and lessons have been learnt on the conduct of operations in a post-conflict situation.

Initially, the PAPC was supposed to be closed on 31 December 2011, but because of the post-election crisis, it was extended to 30 June the same year, and then to 31 December 2013, with additional funding of USD 30 million (about CFAF 15 billion) approved just after the closing of the first financing. Intended to encourage the Government in its post-crisis reconstruction efforts, especially in hard hit areas, the additional funding also crowns the success of a project that is fast becoming an example ofSouth-South exchange of experience. The case of AGETIPE (Public Interest Works Executing Agency in Central Africa),which fielded a team to Côte d'Ivoire at the end of March,makes the PAPC a "Best Practice" example, particularly its economic reintegration component that use the labour intensive approach. As at 31 December 2013, the PAPC was able to achieve all its objectives.

Côte d'Ivoire : PAPC and post-conflict support to Côte d'Ivoire

Official launch ceremony of special community program in Duékoué

Economic reintegration

The project objective was to facilitate the socio-economic reintegration of ex-combatants, individuals associated with armed groups, and youths at risk, and thereby reduce the negative effects of idleness and unemployment among all these young people. The results concern mainly 31 652 Ivorians, 31% of whom are women and 22% ex-combatants who benefited from integration opportunities.

Community Rehabilitation

Infrastructure. 839 basiccommunity infrastructures (108% of target) were constructed, including 597 schools, 1700 classrooms and 39,000 tables and benches, 200 water pumps and 82 health centres.

Social cohesion. Support for the establishment of 200 Peace Committees, which participated in conflict management and prevention (between graziers and farmers in the north and centre, and between indigenous and non-indigenous fishermen in the centre and south-west of the country). These peace committees enormously helped to ease tensions and break down the walls of mistrust and suspicion between the different communities.

Emergency Project for Reintegration of Internally Displaced Persons (PUR-PDI). Initiated after the post-election crisis, this pilot project involved five villages in Duekoué Department. The project objective was to ensure sustainable return of displaced people to their villages of origin most of which had beendestroyed and damaged, by constructing basic infrastructure that meets the priority needs of the community: 3 health centres fully equipped,an equippedschool, and an equippedall-purpose centre.

Dialogue on land issues. Support the populationto ensure thorough diagnosis of their disputes, particularly by funding a project for issuing land certificates to 250 owners. This process is underway and progressing well. It could serve as a model.

Rehousing displaced people. In 5 villages, 1000 need to be built for about 5,000 people. As at 31 December 2013, 687 homes had already been built.

Lessons learned and constraints

Even though the Ivorian political actors were holding talks because it was necessary to quickly reassure the people, the Bank had undertaken to reengage through development projects that dispel any spectre of division. From the outset, the project had to address the weaknesses of a Nation-State still struggling to assume its basic regalia functions, with an administration that was co-managed from Abidjan and the former CNO zones (center north and west, de facto country partition following the 2002 rebellion). The contribution of PAPC was undoubtedly significant in terms of socio-economic reintegration of vulnerable young people, modernization of the civil registry, and community development. As in all post-conflict countries, the reintegration of ex-combatants and youths at risk is just as complex as the reconstruction of the social fabric, especially when exposed to various denials. In the specific case of the PAPC, one of the main constraints was the demobilization, disarmament and reintegration of ex-combatants which could not be resolved in the agreement signed with the former National Programme for Reintegration and Community Rehabilitation (PNRRC), replaced since 2013 by the ADDR (Disarmament, Demobilization and Reintegration Authority).

PAPC Web site: http://www.papc.ci

"PLUS L'ACTION SERA CONCERTÉE, MIEUX CE SERA ! "

"MORE CONCERTED ACTION WILL BE, THE BETTER! "

FATMA H. WANE, chargée des Opérations, IFC/ Operations Officer

De son passage au bureau d'Abidjan, l'ancienne coordonnatrice du service conseil de IFC garde des souvenirs inoubliables. Arrivée au lendemain de la crise post-électorale, Fatma estime que le Groupe de la Banque mondiale a été le « bailleur le plus rapide », qui a tout de suite compris que la Côte d'Ivoire avait besoin de se remettre. Certes les choses n'ont pas été toujours faciles car le secteur privé dont IFC s'occupe au sein du Groupe de la Banque mondiale, montrait des réticences au début, mais elle aurait souhaité une action plus concertée au sein de l'institution *« La réponse de la banque mondiale (IDA-BIRD notamment) était beaucoup plus immédiate en termes de fonds, mais plus difficile en termes d'expertise à déployer tout de suite. Or IFC avait cette expertise, mais pas forcément les fonds, d'où la nécessite d'une synergie concertée ».* Depuis 2009, Fatma apporte son expertise hors de son Sénégal natal, qu'elle retrouvera dans quelques semaines pour assumer d'autres responsabilités, toujours pour le compte du GBM. « Le Ghana a une approche long terme, sans doute du fait de la stabilité, alors que la Côte d'Ivoire a dû faire face à plusieurs ruptures pendant plus d'une décennie, qui ont affecté son système d'éducation, de formation et des normes internationales qu'elle tente de combler, en dépit de son potentiel sans commune mesure avec ses voisins » dit-elle à titre de comparaison. Mère de trois adorables enfants qui lui permettent de tenir le rythme d'une vie d'expatriée, elle dit avoir toujours vécu l'étranger comme chez elle, pourvu que sa mission soit bien remplie.

From her time in the Abidjan's office, the former IFC Advisories Service coordinator kept unforgettable memories. Having started work in the country right after the post-electoral crisis, Fatma believes that the World Bank Group was one of the " fastest developpment Agency" that immediately understood that Côte d'Ivoire needed to recover. Things were obviously not always easy because the private sector, which IFC is responsible for within the World Bank Group, showed reticence at first, but it would have liked more concerted action within the institution. "The response of the World Bank (IDA-IBRD in particular) was much more immediate financially speaking, but more difficult in terms of expertise to deploy immediately. However IFC had this expertise but not necessarily the fund, hence the need for a concerted synergy". Since 2009, Fatma has been taking her expertise outside of her native country, Senegal, where she will be returning in a few weeks to take on other responsibilities, still on behalf of the WBG. " Ghana has a long-term approach, probably due to stability, while Côte d'Ivoire has faced several breakdowns for more than a decade, which have affected its education, training and international standards. Gaps which the country is now trying to fill, despite its potential exceeding by far that of its neighbors", she said by way of comparison. She is the mother of three adorable children who help her keep up with the pace of an expatriate life. She said that she has always lived abroad as she would have at home as long as her duties are well fulfilled.

Awards : bureau de Ouagadougou

Mercy Tembon, Représentante Résidente de la BM au Burkina Faso, a reçu le prix de « **l'Excellence dans le leadership** » cuvée 2014 décerné par l'Association du Personnel de la Banque mondiale à Washington (en anglais Staff Association)

Bintou Sogodogo, Assistante de Programme, a reçu le prix 2014 des **"ACS VPU Awards for Excellence"**, pour son" Engagement envers le Client".

Lauréats Prix Journalisme pour le développement

Marius Nouza, rédacteur en chef de l'hebdomadaire «Entreprendre en Côte d'Ivoire», pour son enquête intitulée «Le nouvel espoir des entrepreneurs/Finance alternative»

Irene Bath, chef desk Economie au quotidien l'Inter, pour son article « Relance post-crise en Côte d'Ivoire »

Bakayoko Adama, Correspondent de Radio Côte d'Ivoire Bouaké, pour son enquête sur « Les classes passerelles en ex-zones CNO »

New staff

Donald Nzorubara, a rejoint le bureau du GBM comme Senior Investment Officer (Agribusiness & Forestry) pour le compte de IFC. Donald etait au Global Manufacturing, Agribusiness and Services department à Washington

Malick Antoine, Consultant, a lui aussi rejoint l'équipe IFC d'Abidjan, après une riche expérience sous d'autres cieux

Paul Bance, Chargé Principal des opérations, a posé ses valises à Abidjan pour partager son expertise sur les problématiques sociales et les conflits.

Ba Samba, Economiste Principal pour le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, s'installe à Abidjan, après avoir occupé divers postes au sein de la Banque mondiale et la BAD

Charlotte Ndaw, Chargée Principale des opérations, étoffe l'équipe IFC d'Abidjan pour un « Development Assignment » de 6 mois.

Abdoul Ganiou Mijiyawa, a rejoint l'équipe des économistes du bureau d'Abidjan.

Filatie Diarassouba, a rejoint l'équipe des chauffeurs du GBM, avec plus de 10 ans d'expérience chez d'autres partenaires

Abidjan Country Office hosted last June the **"ACS Empowerment & Mastering World Bank Operations to Achieve Results"** training session. 35 Assistants from across the Africa region offices attended the sessions which focused on two major challenges (i) quality assurance and (ii) working actively and effectively with team members, particularly in the newly formed Global Practice Groups.

A PARTIR DU 10 SEPTEMBRE 2014, LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE VA MENER DES CONSULTATIONS EN VUE DE LA PRÉPARATION DE LA NOUVELLE STRATÉGIE PARTENARIAT AVEC LA CÔTE D'IVOIRE

PHASE 1 : DIAGNOSTIC PAYS

POUR L'IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS

PUBLIC CIBLE

Gouvernement, Société civile, Formations politiques, Secteur Privé, Partenaires Techniques et financiers.

WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK | IFC International Finance Corporation | MIGA Multilateral Investment Guarantee Agency

DONNEZ VOTRE AVIS SUR LA PROCHAINE STRATEGIE PARTENARIAT AVEC LA CÔTE D'IVOIRE

consultations-civ2014@worldbankgroup.org